

## RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2014

### LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- LE RAPPORT DE GESTION
- LE RAPPORT DE LA DIRECTION
- LES ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS COMPLETS, INCLUANT LES NOTES ET LE RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
- LE RELEVÉ AUDITÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS
- LE RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS
- LE RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR DES FONDS SPÉCIALISÉS ET PARTENAIRES



**Desjardins**  
Capital régional  
et coopératif



# CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

## RAPPORT DE GESTION

*Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Capital régional et coopératif Desjardins (la Société). Il explique du point de vue de la direction les résultats que la Société a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.*

*Les rendements annuels et composés de la Société exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.*

*Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.*

*Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site ([capitalregional.com](http://capitalregional.com)) ou le site de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).*

*Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière intermédiaire.*

# FAITS SAILLANTS FINANCIERS AUX 31 DÉCEMBRE

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers annuels audités de la Société. Pour l'exercice 2014, les données financières sont présentées conformément aux Normes internationales d'information financières (les « IFRS »). Pour l'exercice 2013, les données financières ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme aux IFRS et comparable à celle de l'exercice 2014. Ce retraitement comptable n'a eu aucune incidence sur l'actif net et le bénéfice net de la Société (voir la note 20 des états financiers audités pour de plus amples renseignements). Les données financières des exercices 2010 à 2012 sont présentées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR ») alors en vigueur.

## RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	2014 (IFRS)	2013 (IFRS)	2012 (PCGR)	2011 (PCGR)	2010 (PCGR)
Produits	44 422	51 982	53 491	46 894	44 970
Bénéfice net	49 245	24 950	53 435	122 588	18 696
Actif net	1 502 462	1 470 576	1 356 446	1 220 427	1 019 846
Actions en circulation (nombre, en milliers)	124 665	126 165	118 243	110 776	102 908
Ratio des charges totales d'exploitation <sup>(1)</sup> (%)	2,1	2,0	2,4	3,0	2,8
Ratio des charges totales et frais d'émission d'actions <sup>(1)</sup> (%)	2,2	2,2	2,4	3,0	2,8
Taux de rotation du portefeuille :					
– investissements à impact économique québécois (%)	19	16	23	28	11
– autres investissements (%)	102	108	67	110	112
Ratio des frais d'opérations <sup>(2)</sup> (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	96 236	100 861	103 052	106 577	111 476
Émission d'actions	62 906	149 995	149 994	153 955	180 982
Frais d'émission d'actions, nets des impôts afférents	764	1 740	–	–	–
Rachat d'actions	79 501	59 075	67 410	75 962	85 753
Investissements à impact économique québécois au coût	675 355	671 547	625 414	498 984	473 331
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	710 923	733 907	659 045	541 909	439 550
Fonds engagés mais non déboursés	193 764	227 593	142 350	151 822	200 485

<sup>(1)</sup> Le ratio des charges totales d'exploitation est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites à l'état du résultat global de l'exercice par l'actif net moyen de la Société pour l'exercice.

Le ratio des charges totales et frais d'émission d'actions est calculé de la même manière mais en ajoutant les frais d'émission d'actions inscrits à l'état des variations de l'actif net au total des charges.

<sup>(2)</sup> Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour la Société.

## VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION

	2014 (IFRS)	2013 (IFRS)	2012 (PCGR)	2011 (PCGR)	2010 (PCGR)
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
<b>Actif net par action au début de l'exercice</b>	<b>11,66</b>	<b>11,47</b>	<b>11,02</b>	<b>9,91</b>	<b>9,73</b>
<b>Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation</b>	<b>0,40</b>	<b>0,20</b>	<b>0,46</b>	<b>1,15</b>	<b>0,19</b>
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,36	0,41	0,46	0,43	0,45
Charges d'exploitation	(0,25)	(0,23)	(0,28)	(0,31)	(0,27)
Impôts et taxe sur le capital	(0,06)	(0,07)	(0,09)	(0,07)	(0,07)
Gains (pertes) réalisés	0,52	0,03	0,48	0,20	(0,36)
Gains (pertes) non réalisés	(0,17)	0,06	(0,11)	0,90	0,44
<b>Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,04)</b>	<b>(0,01)</b>
<b>Actif net par action à la fin de l'exercice</b>	<b>12,05</b>	<b>11,66</b>	<b>11,47</b>	<b>11,02</b>	<b>9,91</b>

## APERÇU

La Société a clôturé son exercice 2014 avec un bénéfice net de 49,2 M\$ (25,0 M\$ en 2013), soit un rendement de 3,4 % (1,7 % en 2013). L'actif net par action augmente ainsi à 12,05 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 11,66 \$ à la fin de l'exercice 2013.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche en 2014 un rendement de 7,3 %, comparativement à un rendement de 8,9 % en 2013. Au 31 décembre 2014, le coût des investissements à impact économique québécois déboursés s'élève à 675,4 M\$ dont 144,5 M\$ ont été réalisés durant l'exercice 2014. Au 31 décembre 2014, les fonds engagés mais non déboursés, représentant des investissements déjà convenus avec des entreprises, coopératives ou fonds et qui seront éventuellement déboursés par la Société, se chiffrent à 193,8 M\$. Ayant un niveau de capitalisation limité, la Société cherche des moyens innovateurs pour contribuer encore davantage au développement économique du Québec. Ainsi, elle poursuit sa mission par le biais de plusieurs leviers qu'elle contribue à développer en collaboration avec son gestionnaire, Desjardins Capital de risque (DCR), et dont elle est le pilier. Ces leviers constituent l'écosystème entrepreneurial de la Société regroupant les fonds destinés à valoriser et garder le meilleur de l'entrepreneuriat au Québec.

L'activité des autres investissements a généré un rendement de 5,4 % pour l'exercice 2014 (un rendement de 0,5 % pour l'exercice 2013). Le rendement de 2014 découle principalement de la hausse de valeur du portefeuille d'obligations, liée à la diminution des taux obligataires.

Au cours de l'exercice, les souscriptions au capital recueillies se sont élevées à 63 M\$. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 80 M\$ et le solde des actions éligibles au rachat au 31 décembre 2014 s'élevait à 399 M\$. L'actif net a ainsi atteint 1 502,5 M\$, en hausse de 2,2 % par rapport à l'année précédente. Le nombre d'actionnaires au 31 décembre 2014 était de 96 236.

## VISION DE LA SOCIÉTÉ SUR L'ENTREPRENARIAT QUÉBÉCOIS

En matière d'entrepreneuriat, une récente étude<sup>1</sup>, souligne que différents indices pointent vers une sous-performance du Québec comparativement aux autres provinces canadiennes. Parmi les raisons citées, on note particulièrement une culture entrepreneuriale plus faible et un lourd fardeau administratif. Le Québec doit donc consacrer un effort important pour développer la fibre et la culture entrepreneuriale de sa population.

Le transfert et la pérennité d'entreprises existantes et en santé sont tout aussi névralgiques. Le déploiement d'énergie entrepreneuriale afin de reprendre les commandes d'une entreprise est donc un thème crucial au Québec.

Finalement, le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement et de la croissance des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a de graves répercussions sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois fiscalement nécessaires à la santé des finances publiques de la province.

Dans la réalisation de sa mission, la Société vise à se différencier et à jouer un rôle unique pour adresser ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

## CONTEXTE ÉCONOMIQUE

La performance de l'économie mondiale a été plutôt mitigée en 2014. Une stabilisation laissant espérer un nouvel élan de la croissance semblait se mettre en place au premier semestre, notamment dans les pays industrialisés. Toutefois, la croissance n'a pas été tout à fait à la hauteur des attentes. De nouveau, la progression de l'économie s'est montrée faible dans la zone euro, ce qui a exercé des pressions désinflationnistes plus prononcées. Les troubles provoqués par la crise ukrainienne et la chute des prix du pétrole qui a eu lieu au second semestre ont amplifié les incertitudes. La croissance européenne est estimée à 0,8 % seulement pour 2014. Le Royaume-Uni a obtenu de meilleurs résultats et a accumulé des bons trimestres de croissance. La politique fiscale a eu une incidence négative au Japon, et après un bon début d'année, l'économie a enregistré deux trimestres consécutifs de décroissance. Le PIB réel nippon ne devrait afficher qu'une hausse de 0,2 %. Le ralentissement de l'économie s'est poursuivi dans la plupart des pays émergents. Pour l'ensemble de 2014, le gain du PIB réel n'a été que de 7,4 % en Chine, un ralentissement par rapport à la croissance de 7,7 % enregistrée en 2013. Ce gain est de plus en plus éloigné de la moyenne de 10,8 % obtenue de 2003 à 2011. La Russie et le Brésil ont connu une décroissance de leurs économies.

L'année 2014 a été relativement favorable pour les marchés financiers nord-américains. Le S&P 500 a terminé l'année avec un gain de plus 11 %, et la Bourse canadienne a progressé de 7,4 %, malgré un second semestre difficile pour le secteur énergétique. Les marchés obligataires ont aussi très bien fait alors que les taux d'intérêt ont fortement reculé sous l'influence des développements internationaux, en particulier des difficultés dans la zone euro et de l'effondrement des cours pétroliers. Les perspectives économiques sont plus favorables pour les États-Unis que pour les autres économies et ont entraîné un bond spectaculaire du dollar américain alors que le dollar canadien a été désavantagé par la chute des prix du pétrole.

Les États-Unis ont été affectés par un hiver très rude au début de 2014, et le PIB réel a enregistré au premier trimestre un recul de 2,1 % en rythme annualisé. Mis à part ce revers passager, l'économie américaine a obtenu de bons résultats, et l'année 2014 a marqué un certain déblocage. Le PIB réel a bondi de 4,6 % au printemps et de 5,0 % à l'été. Les entreprises se sont montrées davantage prêtes à investir et à embaucher. Le nombre d'employés a rejoint son sommet cyclique de 2008 en mai, et le marché du travail a enregistré sa meilleure année en matière d'embauches depuis 1999. La baisse des prix de l'essence depuis la mi-année a été un facteur positif pour l'économie américaine qui s'est manifesté par une amélioration de la confiance des ménages. On a aussi observé une croissance des ventes d'automobiles. L'absence de crise de politique budgétaire a également appuyé la conjoncture. Le secteur de l'habitation est toujours sur une tendance haussière, mais sa progression a été plutôt lente et volatile. La confiance des constructeurs de maisons s'est grandement améliorée au cours de l'année. La croissance annuelle du PIB réel s'est établie à 2,4 % en 2014.

Au Canada, la croissance économique s'est légèrement accélérée en 2014, avec une hausse prévue du PIB réel de 2,4 %. Les bienfaits combinés de l'amélioration de la demande américaine et de la dépréciation du dollar canadien ont entraîné une croissance plus rapide des exportations. Le secteur de la fabrication a été à l'avant-scène de cette embellie et, a notamment permis une remontée de l'économie ontarienne. Après un début d'année plus difficile, la progression des investissements non résidentiels s'est améliorée à compter du printemps grâce à une confiance plus élevée des entreprises et à une plus grande utilisation des capacités de production existantes. Les dépenses de consommation des ménages se sont aussi accélérées, principalement celles qui sont liées aux achats de biens durables, qui ont été stimulés par les ventes vigoureuses d'automobiles et de meubles. Les taux d'intérêt sont demeurés très bas tout au long de l'année, et le marché du travail s'est bien porté, avec un taux de chômage qui est passé d'une moyenne de 7,1 % en 2013 à 6,9 % en 2014. Globalement, le marché immobilier a poursuivi son ascension, mais

<sup>1</sup> Mouvement Desjardins et CIRANO, *Pour un Québec plus prospère et plus entrepreneurial*, avril 2014.

des disparités régionales importantes sont apparues avec un ralentissement notable au Québec et dans les provinces maritimes, mais une hausse en Ontario et dans les provinces de l'Ouest. Cela dit, l'année 2014 s'est terminée sur une note négative en raison de la baisse prononcée des prix de l'énergie. Si les effets néfastes de cette réduction se sont fait légèrement sentir à la fin de 2014, ce sont davantage les perspectives de 2015 qui en sont affectées.

Au Québec, l'année 2014 a été décevante à plusieurs égards pour l'économie. La création d'emplois attendue ne s'est pas réalisée, et le taux de chômage a monté légèrement pour s'établir en moyenne à 7,7 %. La confiance des ménages est demeurée faible malgré la baisse des prix du pétrole. Les ventes au détail ont affiché une hausse modeste de 2,7 %, tandis que l'inflation s'est limitée à 1,4 %. Le marché résidentiel québécois est demeuré relativement stable. Les mises en chantier n'ont que faiblement progressé, les ventes de propriétés existantes ont plafonné et les prix moyens ont augmenté de 1,3 %. Avec la baisse des investissements des entreprises et les dépenses gouvernementales plus restreintes, la demande intérieure a manqué de points d'appui. Le redressement des exportations a toutefois changé la donne, et permis une croissance du PIB réel de 1,5 % en 2014, comparativement à 1,0 % en 2013.

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2015

La baisse des prix du pétrole devrait avoir un effet positif sur la croissance mondiale, mais créerait des gagnants et des perdants. Du côté des gagnants, on retrouverait la plupart des pays industrialisés qui sont importateurs nets de pétrole. La Chine devrait aussi en profiter. Chez les perdants, la Russie et le Brésil se retrouveraient en tête de liste. L'effet serait plus neutre sur les économies émergentes, où les prix de l'essence sont souvent contrôlés ou subventionnés. Ses effets sur l'évolution des indices de prix à la consommation devraient être particulièrement importants. L'inflation mondiale présenterait encore une tendance baissière, et plusieurs économies pourraient connaître momentanément une déflation, ce qui inquiéterait les banques centrales. Certaines, comme la Banque centrale européenne, ont déjà commencé à réagir plus fermement, mais la croissance demeurerait lente dans la zone euro. Malgré les effets positifs de la baisse des prix du pétrole sur la production chinoise, on pourrait s'attendre à ce que cette économie ralentisse encore un peu en 2015, pour atteindre une croissance de 7,2 %. La hausse du PIB réel mondial devrait être de 3,5 % en 2015.

Les États-Unis devraient continuer de profiter de la baisse des prix de l'essence, et la hausse de la confiance qui y est en partie rattachée devrait avoir de plus en plus d'effet sur l'économie réelle, notamment du côté de la consommation. La croissance de l'emploi devrait encore être au rendez-vous, et un gain de près de 2 500 000 postes est prévu pour 2015. Le taux de chômage pourrait même rejoindre la fourchette de long terme établie par la Réserve fédérale (Fed). L'investissement non résidentiel devrait continuer à croître, et le secteur de l'habitation devrait profiter d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt hypothécaires. La situation est un peu plus inquiétante en ce qui a trait à l'inflation qui est lourdement affectée par la chute des prix de l'essence. La variation annuelle de l'indice des prix à la consommation devrait être négative tout au long du premier semestre. Toutefois, l'inflation de base qui exclut les aliments et l'énergie, devrait demeurer stable, ce qui conforterait la Fed. La bonne croissance de l'économie, l'amélioration continue du marché du travail et une hausse espérée des salaires devraient inciter la Fed à amorcer un relèvement des taux directeurs avant la fin de l'année.

Au Canada, un gain de 2,0 % du PIB réel est attendu pour 2015, comparativement à une hausse de 2,4 % en 2014. Le Canada étant un exportateur net d'énergie, cette détérioration s'expliquerait par les effets néfastes de la baisse importante des prix du pétrole survenue dans les derniers mois de 2014 et au début de 2015. Après un premier semestre qui devrait être plus difficile au chapitre de la croissance économique, la remontée graduelle des prix du pétrole attendue à compter de la mi-2015 devrait permettre une accélération de la progression du PIB réel dans la deuxième moitié de l'année. Puisque les dépenses du secteur pétrolier et gazier représentent près de 30 % des investissements totaux des entreprises canadiennes, les investissements non résidentiels devraient particulièrement souffrir, alors que plusieurs producteurs d'énergie reporteraient ou annuleraient certains projets d'expansion. Les revenus et la richesse globaux devraient également être affectés, ce qui pourrait se traduire par des dépenses de consommation moins élevées. Cela dit, les conséquences négatives seraient très différentes d'une région à l'autre. Les provinces productrices de pétrole, soit l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador, seraient particulièrement touchées. Les autres provinces profiteraient davantage des bienfaits de la valeur plus faible du dollar canadien sur les exportations hors énergie et de la réduction des prix de l'essence sur les dépenses des ménages ainsi que sur les coûts de production de plusieurs entreprises, en particulier dans le secteur de la fabrication. Ainsi, l'Ontario devrait connaître la croissance économique la plus rapide au pays en 2015, avec une hausse du PIB réel de 2,8 %, contre 2,2 % en 2014. Dans ces conditions, après avoir abaissé ses taux d'intérêt directeurs au début de 2015, la Banque du Canada devrait opter pour le statu quo au moins jusqu'à la fin de l'année et reporter ainsi les hausses de taux à 2016. Cela pourrait continuer d'exercer des pressions baissières sur les taux obligataires canadiens à court terme. Toutefois, l'amorce d'un resserrement financier aux États-Unis devrait entraîner une remontée des taux obligataires nord-américains à moyen terme. Étant donné le contexte international, l'augmentation des taux s'annonce toutefois très graduelle et limitée. L'environnement de bas taux d'intérêt risque ainsi de perdurer encore longtemps.

Au Québec, la combinaison de la croissance prévue du marché du travail et des faibles taux d'intérêt devrait entretenir la demande de maisons neuves et existantes en 2015. Par contre, le surplus d'appartements en copropriété, qui a crû l'an dernier, et la remontée des taux d'occupation des logements locatifs devraient limiter les nouveaux projets de construction. Globalement, les mises en chantier et les ventes de propriétés existantes devraient demeurer assez stables dans la province. La situation d'équilibre qui persisterait sur le marché de la revente se traduirait par une hausse du prix moyen d'environ 1 % encore en 2015.

Enfin, selon une estimation du Mouvement Desjardins, la chute des prix de l'essence dégagerait une économie potentielle de plus de 2 G\$ par année au Québec pour les ménages, les entreprises et les administrations publiques. Malgré ce répit, aucune accélération des dépenses de consommation n'est prévue en 2015 puisque le contexte budgétaire des divers ordres de gouvernement inciterait encore à la prudence. Le vent devrait être plus favorable pour les entreprises. L'accélération des exportations devrait se poursuivre grâce à la vigueur des économies américaine et ontarienne. La faiblesse du dollar canadien et des prix de l'énergie serait aussi globalement positive pour les entreprises de la province. Une remontée des investissements est donc attendue au fil des prochains trimestres. Compte tenu de la meilleure contribution des entreprises à la croissance économique, la croissance du PIB réel devrait s'accélérer et celui-ci devrait atteindre 1,7 % en 2015.



# ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE LA SOCIÉTÉ

La Société affiche un bénéfice net de 49,2 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, soit un rendement de 3,4 %, comparativement à un bénéfice net de 25,0 M\$ (rendement de 1,7 %) pour l'exercice précédent. L'actif net par action augmente ainsi à 12,05 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 11,66 \$ à la fin de l'exercice 2013. À titre indicatif, au prix de 12,05 \$ entrant en vigueur le 19 février 2015, un actionnaire ayant investi sept ans auparavant, obtiendrait un rendement annuel de plus de 11,1 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 50 % conformément au taux applicable le 19 février 2008.

Les résultats de la Société proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des contributions respectives de 3,6 % et 2,6 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 2,8 % sur le rendement de la Société.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par la Société lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, la Société devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

### INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Au cours de l'exercice 2014, des investissements de 144,5 M\$ ont été réalisés tandis que des produits de cession de 202,6 M\$ ont été encaissés, pour un solde net de 58,1 M\$. Ces cessions nettes d'investissements combinées à des gains nets réalisés et non réalisés de 35,7 M\$ ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 710,9 M\$ au 31 décembre 2014 (733,5 M\$ au 31 décembre 2013). Des 144,5 M\$ d'investissements réalisés au cours de l'année, 50 M\$ ont été déboursés dans Agropur Coopérative en décembre dernier permettant ainsi de soutenir la croissance de ce fleuron québécois. De plus, une somme de 41,8 M\$ est attribuable à des investissements faits directement par la Société dans diverses autres entreprises et coopératives et le solde de 52,7 M\$ a été consacré aux fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, lequel est décrit plus loin. Sur le plan des cessions d'investissements, la Société a bénéficié d'opportunités de vendre à des conditions jugées intéressantes, en tout ou en partie, quelques investissements majeurs de son portefeuille, contribuant ainsi à expliquer le volume élevé de cessions en 2014.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 193,8 M\$ au 31 décembre 2014, comparativement à 227,6 M\$ au 31 décembre 2013. Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2014 s'élevaient à 869,1 M\$ dans 131 entreprises, coopératives et fonds, dont 675,4 M\$ ont été déboursés. Au 31 décembre 2014, la Société, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutient directement la croissance de 380 entreprises, coopératives et fonds.

Des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 22,1 M\$ (15,0 M\$ au 31 décembre 2013) découlent en grande partie de l'acquisition, le 30 novembre 2010, de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par la Société. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014, la Société a remboursé des billets d'une valeur de 3,7 M\$ et la juste valeur des billets et passifs financiers a été ajustée à la hausse de 10,9 M\$, ce qui, jumelé à des gains de 16,7 M\$ sur ces investissements, génère un gain net de 5,8 M\$.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	2014				2013			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Investissements à impact économique québécois	704	48,5	7,3	3,6	683	49,5	8,9	4,3
Autres investissements et encaisse	746	51,5	5,4	2,6	698	50,5	0,5	0,3
	1 450	100,0	6,2	6,2	1 381	100,0	4,6	4,6
Charges, nettes des frais d'administration			(2,3)	(2,3)			(2,3)	(2,3)
Impôts			(0,5)	(0,5)			(0,6)	(0,6)
Rendement de la Société			3,4	3,4			1,7	1,7

Pour l'année 2014, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 51,6 M\$, soit un rendement de 7,3 %, comparativement à 61,4 M\$ en 2013 (rendement de 8,9 %).

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (en milliers \$)	2014	2013
Produits	26 720	33 194
Gains et pertes	24 832	28 234
	51 552	61 428

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. Les honoraires de négociation, représentant 2,5 M\$ pour l'exercice 2014 (2,8 M\$ en 2013), sont gagnés par Desjardins Capital de risque inc. (DCR) et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DCR par la Société. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois, puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par la Société évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème prennent de plus en plus d'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ceci explique notamment le recul des produits générés par les investissements directement détenus par la Société au profit des produits sur les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de la Société se chiffre à 10,8 M\$ pour l'exercice 2014 (8,5 M\$ en 2013), sont présentés comme « Gains et pertes » puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de la Société dans ces fonds.

La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

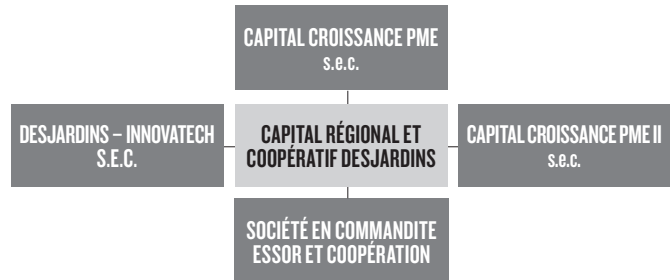
La Société a enregistré, aux résultats de l'exercice, un gain réalisé et non réalisé de 24,8 M\$, comparativement à un gain de 28,2 M\$ pour l'exercice 2013. L'impact positif de ces variations de la juste valeur sur les résultats de la Société s'explique par la cession à des conditions favorables de certaines participations, par des gains générés par les fonds de l'écosystème ainsi que par la bonne performance de plusieurs compagnies en portefeuille, et ce, malgré un contexte économique plus difficile qui est venu en affecter certaines.

Au 31 décembre 2014, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est légèrement détérioré comparativement à celui observé au 31 décembre 2013 en raison du contexte économique plus difficile ayant contribué au ralentissement des activités de certaines entreprises en portefeuille, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

## ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, la Société joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'elle a contribué à créer et ayant chacun sa mission spécifique. Ceci permet à la Société de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.

### Principaux fonds de l'écosystème entrepreneurial



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de la Société, DCR, sont notamment :

- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1<sup>er</sup> juillet 2010, a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 5 M\$. La Société et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagées à y investir, à parts égales, une somme maximale totale de 220 M\$. Au 31 décembre 2014, la Société avait déboursé 100,2 M\$ sur son engagement total de 110 M\$. La période d'investissement de CCPME ayant pris fin le 31 décembre 2013, les fonds engagés mais non déboursés, totalisant 9,8 M\$, serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 1<sup>er</sup> juillet 2021. Au 31 décembre 2014, un total de 165 entreprises et fonds bénéficient de 132,2 M\$ engagés par CCPME. Depuis sa création, ce fonds a soutenu un total de 183 entreprises en y injectant 186,9 M\$.
- La Société annonçait, en 2013, le renouvellement de l'entente de partenariat avec la CDPQ donnant ainsi naissance, le 1<sup>er</sup> janvier 2014 au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II). Un montant maximal de 230 M\$ additionnels dont la majorité sera investie sur une période de trois ans, permettra aux deux partenaires de continuer à appuyer les petites et moyennes entreprises du Québec. Le taux de participation de la Société dans le fonds CCPME II est de 50 %. Au 31 décembre 2014, la Société avait déboursé 34,6 M\$ sur son engagement total de 115 M\$. À la fin de sa première année d'activités, CCPME II a engagé 73,5 M\$ dans 66 entreprises.
- La Société est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Au 31 décembre 2014, un total de 37 entreprises et fonds bénéficiaient de 55,2 M\$ engagés par DI. Le taux de participation de la Société dans le fonds DI est de 54,5 %.



- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération) a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. Ce fonds devrait bénéficier d'une capitalisation de 44 M\$, alors que la Société s'est engagée pour une somme de 40 M\$ et un autre partenaire pour 4 M\$. Parallèlement, cette société en commandite a conclu une entente avec la Banque de développement du Canada et le réseau des Sociétés d'aide au développement des collectivités et les Centres d'aide aux entreprises afin de co-investir dans certains projets, mettant ainsi une somme globale de près de 60 M\$ à la disposition des coopératives québécoises. Depuis la création du fonds Essor et Coopération le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Société a déboursé 17,6 M\$ sur son engagement total de 40 M\$, permettant ainsi au fonds Essor et Coopération d'appuyer 12 coopératives dans leur développement.

Les sommes allouées à ces fonds prennent de plus en plus d'ampleur. Afin de mieux gérer ses activités, la Société suit dorénavant l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par la Société avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

Les profils d'investissement liés à l'activité « investissements à impact économique québécois » sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances, et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées ;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque » ;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de la Société ;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises spécialisées en innovations technologiques.

La bonne performance de l'écosystème entrepreneurial s'explique principalement par le profil d'investissement « Équité » qui affiche un rendement de 9,3 %. Ce rendement découle de l'amélioration de la rentabilité de quelques entreprises en portefeuille et compte tenu du volume important d'actifs alloués à ce profil, il contribue majoritairement au rendement de 7,3 % de l'écosystème pour l'année 2014. Les profils d'investissement « Fonds externes » et « Capital de risque » ont un impact très limité sur le rendement total du portefeuille en raison de leur taille.

## Rendement de l'écosystème entrepreneurial

RENDEMENT PAR PROFIL D'INVESTISSEMENT	2014				2013			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Dette	212	14,6	5,5	0,7	182	13,2	3,8	0,5
Équité	395	27,3	9,3	2,8	405	29,3	11,6	3,2
Fonds externes	34	2,4	0,8	0,0	31	2,3	21,1	0,5
Capital de risque	17	1,1	(4,8)	0,0	17	1,2	15,8	0,2
Sous-total Profils d'investissement	658	45,4	7,5	3,5	635	46,0	9,9	4,4
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	46	3,1	4,4	0,1	48	3,5	(2,5)	(0,1)
<b>Total Écosystème</b>	<b>704</b>	<b>48,5</b>	<b>7,3</b>	<b>3,6</b>	<b>683</b>	<b>49,5</b>	<b>8,9</b>	<b>4,3</b>

## AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

Ce portefeuille, composé essentiellement d'obligations, d'instruments de marché monétaire et d'actions privilégiées, procure des revenus courants stables à la Société et assure la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions et aux investissements. Dans un souci constant d'optimiser son rendement tout en limitant ses risques, la Société a ajusté en 2014 sa répartition d'actif en y introduisant des participations dans des fonds immobiliers qui devraient représenter à terme 5 % de son actif net.

Au 31 décembre 2014, le portefeuille des autres investissements de la Société, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 778,7 M\$, comparativement à 717,2 M\$ au 31 décembre 2013. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au 31 décembre 2014, 66 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (62 % au 31 décembre 2013).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 52 % au terme de l'exercice 2014 (49 % au 31 décembre 2013). Cette hausse découle notamment du volume important de cessions d'investissements à impact économique québécois réalisées en 2014. Ce pourcentage sera appelé à reculer au fur et à mesure que la Société identifiera de nouvelles opportunités d'investissements intéressantes. Les fonds engagés mais non déboursés de 193,8 M\$, représentant près de 13 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de la Société pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

La Société prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer autour de 35 % à 40 % lorsque le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

La Société met en place des stratégies de gestion des liquidités du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en préservant les liquidités nécessaires pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'elle prévoit effectuer.

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (en milliers \$)	2014	2013
Produits	19 778	21 098
Gains et pertes	18 052	(17 564)
	<b>37 830</b>	3 534

Les produits sont composés principalement des intérêts et des dividendes sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements ont eu une contribution de 37,8 M\$ pour l'exercice 2014, comparativement à une contribution de 3,5 M\$ en 2013. Les produits courants sont en léger recul par rapport à 2013 compte tenu de la faiblesse des taux d'intérêts qui persiste.

Pour l'exercice 2014, la Société a enregistré un gain sur son portefeuille des autres investissements de 18,1 M\$. Ce gain découle principalement de la baisse des taux obligataires. Ainsi, les obligations types du gouvernement canadien d'une durée de 5 ans affichent un rendement à l'échéance de 1,34 % au 31 décembre 2014, à la suite d'une forte baisse de 61 points de base pendant l'exercice.

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées de taux d'intérêt. L'éventuelle remontée de ces taux aura un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées. La stratégie de gestion des actifs financiers de la Société vise un appariement de l'échéance moyenne de ce portefeuille avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations de taux d'intérêt sur les résultats de la Société.

## SOUSCRIPTION

La Société offre de souscrire à ses actions uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins, lequel est constitué d'environ 320 caisses et de 790 centres de service, pour un total de 1 110 points d'accès.

À la suite du dépôt du budget provincial le 4 juin 2014, la Société a annoncé de nouvelles modalités concernant la vente de ses actions applicables à compter de l'émission 2014. Compte tenu de l'atteinte du plafond de sa capitalisation de 1 250 M\$ et de par sa loi constitutive, la Société était limitée à émettre, pour l'émission 2014, un montant équivalant aux rachats de la période d'émission précédente. Conséquemment, le montant autorisé de l'émission 2014 a été de 63 M\$. Pour l'émission 2015, le gouvernement du Québec a autorisé exceptionnellement la Société à recueillir 150 M\$.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de la Société, le montant maximum alloué par investisseur pour chacune des émissions 2014 et 2015 a été fixé à 3 000 \$.

En date du présent rapport, la souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable de 45 %, applicable à l'impôt du Québec seulement.

Ce crédit d'impôt était de 50 % à l'égard des actions acquises du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 inclusivement et antérieurement au 24 mars 2006, et de 35 % pour les actions acquises du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 inclusivement.

La période de détention minimale des actions de la Société avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat est de sept ans, jour pour jour, de la date d'achat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1<sup>er</sup> mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect des montants d'émission autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 31 décembre 2014, le capital-actions de la Société s'élève à 1 278,7 M\$ pour 124 664 633 actions en circulation.

Pour l'exercice 2014, la Société a recueilli des souscriptions de 63 M\$, soit le maximum autorisé pour son émission 2014. À titre comparatif, en 2013, la Société avait également recueilli le maximum autorisé qui s'élevait à 150 M\$ pour cette émission.

Pour l'exercice 2014, les rachats et achats de gré à gré se sont élevés à 80 M\$ (59 M\$ en 2013).

Au 31 décembre 2014, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à 399 M\$. Au cours de l'exercice 2015, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 151 M\$ deviendront également éligibles au rachat pour un potentiel d'environ 550 M\$ pour l'exercice 2015. La Société est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats observé au cours des dernières années.

Les souscriptions et rachats de l'exercice 2014 ont porté le nombre d'actionnaires à 96 236 au 31 décembre 2014, comparativement à 100 861 au 31 décembre 2013.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

## CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

CHARGES (en milliers \$)	2014	2013
Frais de gestion	24 623	23 533
Autres frais d'exploitation	4 008	3 749
Services aux actionnaires	2 155	1 832
	<b>30 786</b>	29 114

La Société a retenu les services de DCR et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de la Société. La convention de gestion attribuée à la Société certaines dépenses relatives à la gouvernance. Les honoraires de négociation, représentant 2,5 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de la Société.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée jusqu'au 31 décembre 2015 à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Ces frais feront l'objet d'une renégociation entre la Société et son gestionnaire pour l'année 2016. Un ajustement aux frais de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

La hausse des autres frais d'exploitation de 0,3 M\$ s'explique principalement par certains honoraires professionnels non récurrents en 2014 liés à d'importantes transactions. La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention, qui venait à échéance le 31 décembre 2014, a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 30 juin 2015, à l'exception de la tarification qui a été révisée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et qui s'appliquera à tout renouvellement ou nouvelle convention jusqu'au 31 décembre 2019. Rappelons finalement que Fiducie Desjardins a agi comme scrutateur jusqu'au 31 décembre 2013. Ce mandat a été confié à Services aux investisseurs Computershare inc. depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est d'un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties. De plus, des frais d'émission d'actions nets d'impôts de 0,8 M\$, payables au réseau des caisses Desjardins pour l'émission 2014 ont été comptabilisés en diminution du capital-actions.

Les impôts sur les bénéficiaires s'élèvent à 7,3 M\$ pour l'exercice 2014 comparativement à 8,6 M\$ pour la même période en 2013. La nature des produits a une influence importante puisque, contrairement aux revenus d'entreprise, le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice 2014, les sorties de liquidités liées aux rachats nets des souscriptions s'élèvent à 16,6 M\$ (entrées de liquidités liées aux souscriptions nettes des rachats de 88,3 M\$ en 2013). Les activités opérationnelles ont généré une entrée de liquidités de 48,9 M\$, comparativement à une utilisation nette de liquidités de 79,0 M\$ en 2013.

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 132,8 M\$ pour l'exercice 2014 (131,9 M\$ en 2013) alors que les produits de cessions se sont élevés à 189,4 M\$ (107,3 M\$ en 2013). Le portefeuille des autres investissements affiche une utilisation nette de fonds de 16,8 M\$ pour l'exercice 2014, comparativement à une utilisation nette de fonds de 57,6 M\$ pour l'exercice 2013.

Au 31 décembre 2014, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 52,5 M\$ (20,3 M\$ au 31 décembre 2013).

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excédaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de la Société. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau de liquidités conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours des exercices 2014 et 2013.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des actifs totaux de la Société est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

## VISION, MISSION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

La Société a vu le jour le 1<sup>er</sup> juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DCR, assure la gestion des activités de la Société.

### VISION ET MISSION

La Société travaille à valoriser et garder le meilleur de l'entrepreneuriat québécois, car c'est une richesse collective qui nous appartient. Pour ce faire, la Société a défini sa vision comme suit :

*Voir à ce que notre avenir économique prenne racine, ici et maintenant, c'est capital.*

Dans cet esprit, la mission de la Société s'énonce ainsi :

*Activer l'entrepreneuriat d'ici en privilégiant la propriété québécoise et en se prolongeant dans les générations à venir, afin d'accroître notre richesse collective. En créant des passerelles vers demain, nous contribuons ensemble à la vitalité de toute une économie.*

### OBJECTIFS

Afin de réaliser sa mission, la Société s'est fixé trois grands objectifs :

- Proposer des montages financiers et des stratégies de développement adaptées aux nouveaux besoins des entreprises, notamment concernant le transfert ou le rachat d'entreprises, afin de conserver et maintenir les emplois et la propriété d'entreprises au Québec;
- Valoriser les entreprises partenaires;
- Gérer les actifs financiers de façon intégrée afin d'assurer un rendement raisonnable aux actionnaires.

La Société compte réaliser ses objectifs d'investissements, entre autres, en assurant sa présence dans toutes les régions du Québec grâce à la vingtaine de bureaux d'affaires de son gestionnaire, ainsi qu'en appuyant les besoins de plus en plus croissants en matière de transfert d'entreprises.

## STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

La réalisation de la mission et la vision de la Société s'appuient sur les quatre orientations stratégiques suivantes :

- Renforcer le développement économique régional;
- Assurer un rendement raisonnable sur le capital;
- Assurer une capitalisation suffisante pour atteindre les objectifs d'affaires;
- Optimiser l'impact du réseau de distribution.

En ce sens, le gestionnaire de la Société regroupe ses équipes de manière à se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ce regroupement administratif vise à répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général.

Comme décrit précédemment, afin de mieux gérer ses activités, la Société suit dorénavant l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par la Société avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

La Société s'est également donnée pour mandat d'optimiser le rendement total obtenu par ses actionnaires, tout en visant à préserver à terme la valeur de leur capital. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, la Société considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à la Société d'obtenir un portefeuille global équilibré et de limiter la volatilité du prix de l'action selon différents scénarios économiques possibles tout au long de la période de détention.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers de la Société se décline ainsi :

- Les actifs financiers de la Société sont gérés de manière intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de façon à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif des portefeuilles d'investissements par la diversification.
- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de la Société, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, de limiter la volatilité semestrielle du prix de l'action et de procurer aux actionnaires un rendement raisonnable.
- Une partie suffisante des actifs financiers de la Société doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de la Société en excédent de ses émissions d'actions.
- Une partie suffisante des actifs financiers de la Société doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de la Société.

Finalement, la Société doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines règles dont investir 60 % de son actif net moyen dans les entreprises québécoises admissibles et 35 % de ces investissements doivent être effectués dans les régions ressources du Québec ou dans les coopératives admissibles. Si ces normes n'étaient pas respectées, des pénalités pourraient être assumées par la Société. Au 31 décembre 2014, aucune somme n'était exigible en vertu de ces normes.

## GESTION DES RISQUES

### GOVERNANCE DES RISQUES

Le conseil d'administration (le « conseil ») est composé de treize administrateurs, dont une majorité sont indépendants, et sa présidence est assurée par un administrateur indépendant. Le conseil administre les affaires de la Société et voit à la réalisation de sa mission. À ce titre, ses principales fonctions sont de deux ordres : l'orientation et la surveillance de l'ensemble des activités et des risques de la Société.

Ses fonctions d'orientation consistent notamment à s'assurer du respect de la mission de la Société et à approuver les grandes orientations stratégiques. Quant à ses fonctions de surveillance, elles sont, entre autres, de s'assurer que les risques importants sont encadrés par les différents comités et de surveiller le risque stratégique et le risque de réputation lié à l'investissement.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par sept comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

Au cours de l'année 2014, le conseil a finalisé la mise en place du processus de gestion des risques et a commencé, avec ses comités, la surveillance des indicateurs associés à chaque risque relevant de leur responsabilité respective. Il a de plus révisé la charte de ses deux comités d'investissement pour tenir compte des modifications apportées à la gouvernance de la Société et pour l'harmoniser avec les chartes des autres comités de la Société révisées en 2013.

Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil, les principales responsabilités des comités sont présentées ci-après.

#### Comité exécutif

Le comité exécutif est composé de cinq administrateurs dont la majorité sont indépendants. Il a l'autorité d'exercer tous les pouvoirs du conseil, sauf ceux qui, en vertu de la loi constitutive, doivent être exercés exclusivement par le conseil ou ceux que celui-ci se réserve expressément.

Ce comité assume les responsabilités décrites en sept principaux volets : (i) gouvernance et évaluation de la performance (ii) gestion des risques (iii) fonctionnement du conseil et des comités (iv) souscriptions (v) investissements (risque de crédit et de contrepartie) (vi) actionariat (reddition de comptes aux actionnaires et divulgation) et (vii) autres fonctions (risques opérationnels).

Plus particulièrement, en plus d'être responsable du processus global de la gestion des risques, il a un rôle de surveillance des risques particuliers de crédit et de contrepartie, d'impartition, de réputation (général), de non-conformité aux règlements, à la loi constitutive et à l'encadrement réglementaire de la Société (souscriptions), de poursuites et de la dépendance liée au partenariat avec Desjardins.

#### Comité d'audit

Le comité d'audit est composé exclusivement d'administrateurs indépendants, actuellement au nombre de quatre, qui possèdent des connaissances financières suffisantes pour exercer leur mandat et qui ont collectivement un éventail d'expertises pertinentes.

Ce comité a comme mandat général d'assister le conseil dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments liés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, sa nomination et sa rémunération.

Il surveille plus spécifiquement les risques opérationnels liés à la non-conformité aux normes comptables et réglementaires financières, à la fraude interne et externe, au dysfonctionnement des systèmes, au traitement des transactions et à l'inefficacité des contrôles internes financiers en lien avec les processus impartis au gestionnaire de la Société.

#### Comité de gestion des actifs financiers

Le comité de gestion des actifs financiers est composé actuellement de six administrateurs, dont une majorité sont indépendants, qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances financières, comptables et économiques suffisantes afin de bien comprendre la nature des actifs financiers que détient la Société et les risques financiers qui en découlent.

Ce comité a comme mandat principal la coordination et l'arrimage des actifs financiers de la Société, afin d'optimiser l'équilibre rendement/risque global. Il effectue le suivi de la performance de la Société et s'assure du respect par celle-ci des cibles réglementaires.

Ce comité assume de plus un rôle de surveillance des risques de marché (taux d'intérêt, de marché boursier et de devises), de liquidité, de crédit et de contrepartie, de concentration (géographique et sectorielle) et d'impartition à des conseillers en valeur.

#### Comité de gouvernance et d'éthique

Le comité de gouvernance et d'éthique est composé exclusivement d'administrateurs indépendants, actuellement au nombre de trois, qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances en gouvernance, en éthique, en déontologie ou en droit.

Ce comité a le mandat général de faire rapport au conseil sur toute question relative à l'application du Code de déontologie de la Société que le conseil a pu lui soumettre et joue un rôle de promotion de ce code auprès des administrateurs, des membres de comités et des ressources du gestionnaire. Il veille, en lien avec le conseil, au respect de la mission et des valeurs de la Société. Il s'assure également de la mise à jour de la politique de gouvernance et des chartes des comités, analyse les situations de conflits d'intérêts, en plus d'exercer un suivi de la réglementation et des tendances en matière de gouvernance.

Ce comité surveille de plus le risque de transaction avec des personnes liées ainsi que le risque de non-conformité lié à la gouvernance, à l'indépendance des administrateurs et des membres de comités, aux profils des membres des comités du conseil et à la structure de gouvernance. Il assume également un rôle de surveillance du risque de réputation lié aux investissements.

#### Comités d'investissement

Le comité d'investissement Dette subordonnée et le comité d'investissement Équité sont composés de sept membres chacun, soit deux administrateurs de la Société et cinq membres externes. Le président de chacun des comités est nécessairement un administrateur de la Société et la majorité des membres sont indépendants. Les membres sont nommés en considération de leur maîtrise et de leur expérience dans les secteurs ciblés aux diverses politiques régissant les activités d'investissement et pour leur capacité à apprécier la qualité et détecter les risques liés à un investissement.

Le mandat général de ces comités consiste à autoriser ou à recommander, dans les limites du processus décisionnel approuvé par le conseil, des transactions d'investissement, de réinvestissement et de désinvestissement présentées par le gestionnaire de la Société.

Le comité d'investissement Dette subordonnée étudie les dossiers requérant un financement hybride se situant entre l'équité et le financement traditionnel. De son côté, le comité d'investissement Équité étudie les dossiers de sociétés requérant des capitaux propres ou tout dossier ayant une combinaison d'équité et de dette subordonnée.

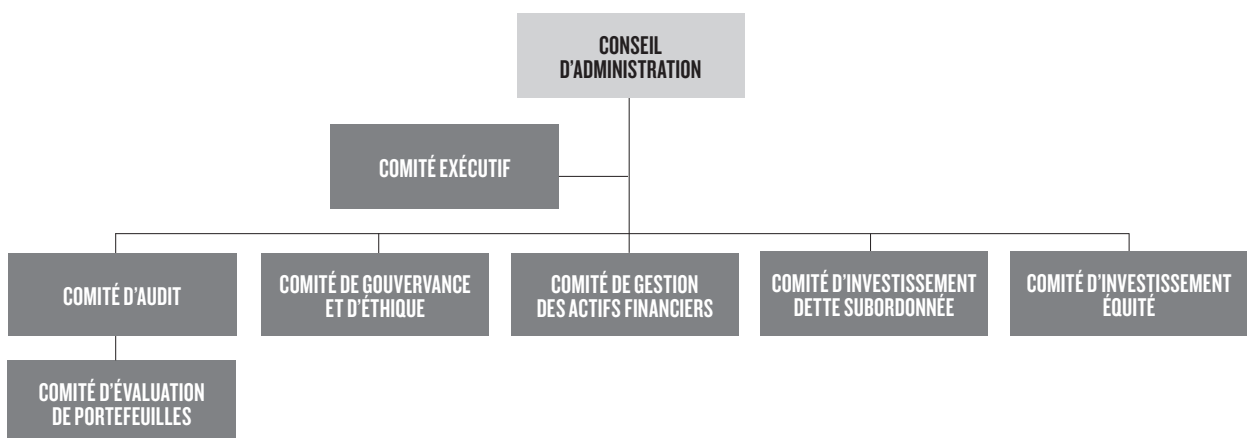
Ces comités ont également un rôle de surveillance des risques de crédit et de contrepartie ainsi que des risques opérationnels liés à la sélection des administrateurs des entreprises dans lesquelles la Société est investisseur directement ou indirectement. Ils doivent aussi surveiller la gestion du processus d'investissement, des risques de réputation liés à l'investissement et des risques de pertes financières résultant du non-respect de l'encadrement réglementaire environnemental.

#### Comité d'évaluation de portefeuilles

Le comité d'évaluation de portefeuilles est composé de cinq membres, soit deux administrateurs indépendants de la Société dont l'un en assume la présidence et trois membres externes. La majorité des membres sont des évaluateurs qualifiés indépendants possédant collectivement un éventail d'expertises pertinentes à leur mandat.

Ce comité a comme mandat général de surveiller le risque opérationnel lié à la non-conformité à la méthodologie d'évaluation de portefeuilles. Son rôle consiste notamment en la révision semestrielle de toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de la Société, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus servant à l'évaluation est conforme à la réglementation applicable à la Société.

L'encadrement de gouvernance en 2014 se présentait comme suit :





## RELEVÉ DES PRÉSENCES ET RÉMUNÉRATION

Le tableau suivant indique le relevé des présences et la rémunération des administrateurs et des membres externes de comités de la Société pour l'exercice 2014.

NOMS	CONSEIL D'ADMINISTRATION	COMITÉ EXÉCUTIF	COMITÉ D'AUDIT	COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS	COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE	COMITÉ D'INVESTISSEMENT DETTE SUBORDONNÉE	COMITÉ D'INVESTISSEMENT ÉQUITÉ	COMITÉ D'ÉVALUATION DE PORTEFEUILLES	RÉMUNÉRATION
(nombre de réunions et sessions d'accueil ou de formation)	8	7	5	4	5	16	18	3	(\$)
Chantal Bélanger	8/8		5/5		4/4			3/3	31 200
Ève-Lyne Biron	7/7			3/3					20 644
Évangéliste Bourdages	8/8				5/5				27 500
Roger Demers	7/7						13/15		25 744
Marlène Deveaux	8/8	4/4	5/5		1/1	14/16			34 500
Maurice Doyon	8/8	7/7		4/4		16/16			43 500
Francine Ferland	2/2		2/2		1/1				5 833
André Gabias	7/7				3/4				20 344
Pierre Gauvreau	1/1	3/3		1/1					6 800
André Lachapelle	8/8	7/7		4/4					49 400
Jean-Claude Loranger	7/8			4/4					23 400
Bruno Morin	8/8	7/7		4/4			16/18		60 000
Jacques Plante	8/8	7/7	5/5					3/3	43 400
Claudine Roy	8/8			4/4					22 800
Xavier Simard	7/7		3/3						18 567
Pierre Barnès *							18/18		15 350
Marie-Claude Boulanger *						12/12			10 333
Guy Delisle *						13/16			11 750
Marc-André Dionne *							18/18		15 650
Michel Duchesne *						14/16			12 350
Marie-Claude Gévry *							10/15		10 333
Yves Lavoie *						16/16			12 950
Lynn McDonald *							14/15		13 033
Gilles Metcalfe *							3/3		3 217
Sébastien Mailhot *								3/3	6 350
Michel Martineau *								3/3	6 350
Guy Morin *						0/1			597
Marcel Ostiguy *							17/18		14 750
George Rossi *								3/3	6 350
Michel Rouleau *						14/16			12 350
Nancy Wilson *						4/4			3 217
<b>Rémunération totale</b>									<b>588 564</b>

\* Membre externe de comité

### AFIN DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU TABLEAU

« La rémunération comprend les indemnités et les allocations de présence relativement aux réunions du conseil d'administration et des comités, aux sessions d'accueil, aux séances de formation et aux rencontres de travail des comités spéciaux. »

Bruno Morin, directeur général, reçoit un salaire fixe de 60 000 \$ par année depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Pierre Gauvreau a siégé à titre d'administrateur jusqu'au 31 mars 2014.

Francine Ferland a siégé à titre d'administratrice jusqu'au 10 avril 2014.

André Gabias et Roger Demers siègent à titre d'administrateur depuis le 28 mars 2014.

Ève-Lyne Biron siège à titre d'administratrice depuis le 1<sup>er</sup> avril 2014.

Xavier Simard siège à titre d'administrateur depuis le 10 avril 2014.

Guy Morin a siégé à titre de membre du comité d'investissement Dette subordonnée jusqu'au 12 février 2014.

Gilles Metcalfe a siégé à titre de membre du comité d'investissement Équité jusqu'au 10 avril 2014.

Nancy Wilson a siégé à titre de membre du comité d'investissement Dette subordonnée jusqu'au 14 avril 2014.

Marie-Claude Boulanger siège à titre de membre du comité d'investissement Dette subordonnée depuis le 1<sup>er</sup> mai 2014.

Marie-Claude Gévry et Lynn McDonald siègent à titre de membre du comité d'investissement Équité depuis le 1<sup>er</sup> mai 2014.

## NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, le risque de crédit et de contrepartie et le risque de liquidité ont été auditées par l'auditeur indépendant de la Société dans le cadre de l'audit des états financiers, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 19 février 2015.

### RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur la Société sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

#### Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes et du fonds immobilier détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 766,5 M\$ (707,5 M\$ au 31 décembre 2013; 670,8 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées pour une juste valeur de 257,7 M\$ (271,1 M\$ au 31 décembre 2013; 308,6 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 46,4 M\$ (12,3 M\$ au 31 décembre 2013; 13,5 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 648,1 M\$ (621,7 M\$ au 31 décembre 2013; 592,6 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 24,5 M\$ du résultat net, représentant une diminution de 1,6 % du prix de l'action de la Société au 31 décembre 2014 (27,3 M\$ pour 1,9 % au 31 décembre 2013; 27,8 M\$ pour 2,1 % au 1<sup>er</sup> janvier 2013). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 25,7 M\$ représentant une augmentation de 1,7 % du prix de l'action (28,7 M\$ pour 2,0 % au 31 décembre 2013; 29,4 M\$ pour 2,2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2013). Compte tenu que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Le fonds immobilier et les actions privilégiées d'une juste valeur de 3,0 M\$ (aucun investissement au 31 décembre 2013 et au 1<sup>er</sup> janvier 2013) et 72,1 M\$ (73,5 M\$ au 31 décembre 2013; 64,7 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013) respectivement, peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de ces deux catégories d'actif. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié au fonds immobilier et aux actions privilégiées est limité compte tenu des montants en jeu.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels la Société détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 105,4 M\$ (141,4 M\$ au 31 décembre 2013; 167,2 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 152,3 M\$ (129,7 M\$ au 31 décembre 2013; 141,4 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

#### Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2014, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 0,9 M\$ (1,6 M\$ au 31 décembre 2013; 2,0 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013). Ainsi, toute variation des marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de la Société.

#### Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de la Société. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces actifs, dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère représentent une juste valeur de 78,6 M\$ soit 5,2 % de l'actif net au 31 décembre 2014, comparativement à 142,0 M\$ soit 9,7 % de l'actif net au 31 décembre 2013 et 116,7 M\$ soit 8,6 % de l'actif net au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

La Société vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ a été accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2014, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle devra livrer 70,5 M\$ US (133,0 M\$ US au 31 décembre 2013; 114,0 M\$ US au 1<sup>er</sup> janvier 2013) au taux de 1,1629 \$ CA/\$ US (1,0623 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2013; 0,9946 \$ CA/\$ US au 1<sup>er</sup> janvier 2013) et ce, le 31 mars 2015.

Au 31 décembre 2014, l'exposition nette de la Société aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 3,2 M\$ (0,4 M\$ au 31 décembre 2013; 1,9 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de la Société.

### RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement et par type d'instrument financier, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

La Société n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote supérieure ou égale à 7, font l'objet d'une révision mensuelle, afin de les répartir entre les cotes 7 à 12.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater une légère augmentation de la proportion des investissements ayant une cote de risque supérieure ou égale à 7 comparativement à l'année 2013. Les investissements à impact économique québécois sont répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

Cotes	AU 31 DÉCEMBRE 2014		AU 31 DÉCEMBRE 2013		AU 1 <sup>er</sup> JANVIER 2013	
	(en milliers \$)	(en %)	(en milliers \$)	(en %)	(en milliers \$)	(en %)
1 à 6,5 Risque faible à acceptable	671 168	94,4	706 932	96,4	643 223	97,6
7 à 9 À risque	17 265	2,4	19 160	2,6	11 963	1,8
10 à 12 À haut risque et en insolvabilité	22 490	3,2	7 815	1,0	3 859	0,6

Pour le portefeuille obligataire, représentant 84,2 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements, le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

Cotes	AU 31 DÉCEMBRE 2014		AU 31 DÉCEMBRE 2013		AU 1 <sup>er</sup> JANVIER 2013	
	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)
AAA	301 901	219 467	237 072			
AA	100 851	97 466	98 660			
A	190 205	249 190	218 950			
BBB	51 878	54 104	37 917			
BB	3 238	1 452	-			

Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont celles établies par les agences de notation reconnues.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	AU 31 DÉCEMBRE 2014		AU 31 DÉCEMBRE 2013		AU 1 <sup>er</sup> JANVIER 2013	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois	36,1	17,1	42,6	21,3	39,2	19,0
Autres investissements*	43,3	22,1	45,8	21,7	52,0	25,8

\* Les émetteurs gouvernementaux représentent 100,0 % (100,0 % au 31 décembre 2013; 90,4 % au 1<sup>er</sup> janvier 2013) des cinq plus importants émetteurs ou contrepartistes du portefeuille des autres investissements.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration de crédit.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et du contrepartiste au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

## RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 35 % à 40 % des actifs sous gestion lorsque le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé, et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations et des liquidités se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont également mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités. Ces facilités de crédit n'ont pas été utilisées au cours des exercices 2014 et 2013.

## ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

### CONVENTIONS COMPTABLES – NORMES INTERNATIONALES IFRS

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board. La Société a adopté ce référentiel comptable pour son exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2014, comme l'exigent les lois canadiennes sur les valeurs mobilières et le Conseil des normes comptables du Canada. Antérieurement, la Société préparait ses états

financiers conformément aux PCGR définis dans la Partie V du Manuel de CPA (Comptables professionnels agréés) Canada. La note 20 des états financiers fait état de l'incidence de la transition aux IFRS sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie présentés par la Société. Elle présente également la nature et l'effet des changements de méthodes comptables importants par rapport aux méthodes utilisées aux fins de la préparation des états financiers de la Société conformément aux PCGR. Le passage aux IFRS n'a eu aucune incidence sur le prix de l'action de la Société.

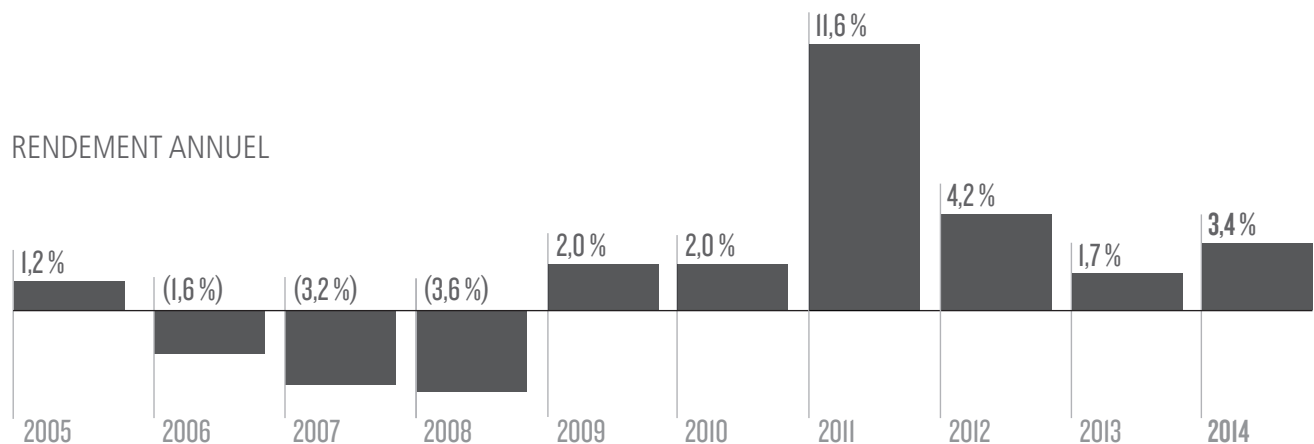
## RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

### RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.

### RENDEMENT ANNUEL



## RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION AU 31 DÉCEMBRE 2014

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
1,6 %	2,9 %	4,4 %	3,0 %	3,3 %

# APERÇU DU PORTEFEUILLE

## PRINCIPAUX PROFILS D'INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 2014, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

PROFILS D'INVESTISSEMENT	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois*	
Dette	15,7
Équité	23,7
Fonds externes	2,5
Capital de risque	2,5
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	2,9
<b>Total – Investissements à impact économique québécois</b>	<b>47,3</b>
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	3,7
Obligations	43,1
Actions privilégiées	4,8
Fonds immobilier	0,2
<b>Total – Autres investissements</b>	<b>51,8</b>

\* Incluant les contrats de change

## PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 31 décembre 2014, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

ÉMETTEURS	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs *	31,8
LNH Banque Toronto Dominion (garanti SCHL)	8,4
Fiducie du Canada pour l'habitation	4,3
Financement-Québec	3,5
Gouvernement du Canada	3,1
Province de l'Ontario	2,9
Province de Québec	2,7
Banque Royale du Canada	2,5
Banque Scotia	2,4
Banque Toronto Dominion	2,2
Banque de Montréal	1,5
Cadillac Fairview Finance Trust	1,3

\* Les 14 émetteurs représentant collectivement 31,8 % de l'actif net de la Société sont

- A. & D. Prévoist inc.
- ACCEO Solutions inc.
- Agropur Coopérative
- Avjet Holding inc.
- Camso inc.
- Capital croissance PME s.e.c. I
- Capital croissance PME s.e.c. II
- Desjardins – Innovatech S.E.C.
- Exo-s inc.
- Groupe Solotech inc.
- Groupe TELECON
- Industries Fournier inc. (Les)
- La Coop fédérée
- Skywave Mobile Communications inc.

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 19 février 2015



Le 19 février 2015

# RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier annuel sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 19 février 2015. Établis selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

---

Chef de la direction financière



# **Capital régional et coopératif Desjardins**

États financiers individuels  
**31 décembre 2014**  
(en milliers de dollars canadiens)



Le 19 février 2015

## **Rapport de l'auditeur indépendant**

### **Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins**

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels ci-joints (les états financiers) de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent les bilans aux 31 décembre 2014 et 2013, et au 1<sup>er</sup> janvier 2013, et les états du résultat global, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013, ainsi que les notes afférentes incluant les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### **Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

---

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4  
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, [www.pwc.com/ca/fr](http://www.pwc.com/ca/fr)*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins aux 31 décembre 2014 et 2013 et au 1<sup>er</sup> janvier 2013, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

*(signée)* PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799



# Capital régional et coopératif Desjardins

## Bilans

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires et l'actif net par action ordinaire)

	Note	Au 31 décembre 2014 \$	Au 31 décembre 2013 \$	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 \$
<b>Actif</b>				
Investissements à impact économique québécois	7	710 923	733 907	659 045
Autres investissements	8	769 545	706 996	670 572
Impôts sur le bénéfice	18	17 399	16 490	11 415
Comptes débiteurs	10	30 232	22 258	29 946
Encaisse	11	9 174	9 701	7 357
		<u>1 537 273</u>	<u>1 489 352</u>	<u>1 378 335</u>
<b>Passif</b>				
Billets à payer et passifs financiers	12	22 148	15 000	11 352
Comptes créditeurs	13	8 746	3 776	2 501
Impôts sur le bénéfice	18	3 917	-	8 036
		<u>34 811</u>	<u>18 776</u>	<u>21 889</u>
<b>Actif net</b>	15	<u>1 502 462</u>	<u>1 470 576</u>	<u>1 356 446</u>
<b>Nombre d'actions ordinaires en circulation</b>		<u>124 664 633</u>	<u>126 164 932</u>	<u>118 243 301</u>
<b>Actif net par action ordinaire</b>		12,05	11,66	11,47

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

(signé) André Lachapelle \_\_\_\_\_, administrateur

(signé) Jacques Plante \_\_\_\_\_, administrateur

# Capital régional et coopératif Desjardins

États du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et le bénéfice net par action ordinaire)

	Note	2014 \$	2013 \$
<b>Produits</b>			
Intérêts	7	35 509	42 611
Dividendes		8 455	8 853
Frais d'administration		458	518
		<u>44 422</u>	<u>51 982</u>
<b>Gains (pertes) sur investissements</b>			
Réalisés		63 942	3 785
Non réalisés		(21 058)	6 885
		<u>42 884</u>	<u>10 670</u>
<b>Total des produits et des gains (pertes) sur investissements</b>		<u>87 306</u>	<u>62 652</u>
<b>Charges</b>			
Frais de gestion		24 623	23 533
Autres frais d'exploitation	17	4 008	3 749
Services aux actionnaires	17	2 155	1 832
		<u>30 786</u>	<u>29 114</u>
<b>Bénéfice avant impôts</b>		<u>56 520</u>	<u>33 538</u>
<b>Impôts sur le bénéfice</b>	18	<u>7 275</u>	<u>8 588</u>
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>		<u>49 245</u>	<u>24 950</u>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires</b>		<u>123 772 429</u>	<u>125 371 031</u>
<b>Bénéfice net par action ordinaire</b>		<u>0,40</u>	<u>0,20</u>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

## Capital régional et coopératif Desjardins

États des variations de l'actif net

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions (note 15)		Surplus d'apports <sup>(2)</sup> \$	Bénéfices non répartis \$	Actif net \$
	Nombre	\$			
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	126 164 932	1 285 213	-	185 363	1 470 576
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>	-	-	-	49 245	49 245
<b>Opérations sur le capital- actions<sup>(1)</sup></b>					
Émission d'actions ordinaires	5 277 360	62 906	-	-	62 906
Frais d'émission, nets des impôts de 507 \$	-	(764)	-	-	(764)
Rachat d'actions ordinaires	(6 777 659)	(68 705)	-	(10 796)	(79 501)
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>124 664 633</b>	<b>1 278 650</b>	<b>-</b>	<b>223 812</b>	<b>1 502 462</b>
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	118 243 301	1 189 745	2 004	164 697	1 356 446
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>	-	-	-	24 950	24 950
<b>Opérations sur le capital- actions<sup>(1)</sup></b>					
Émission d'actions ordinaires	13 077 144	149 995	-	-	149 995
Frais d'émission, nets des impôts de 1 155 \$	-	(1 740)	-	-	(1 740)
Rachat d'actions ordinaires	(5 155 513)	(52 787)	(2 004)	(4 284)	(59 075)
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>126 164 932</b>	<b>1 285 213</b>	<b>-</b>	<b>185 363</b>	<b>1 470 576</b>

<sup>(1)</sup> Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

<sup>(2)</sup> Le surplus d'apports provient de l'excédent de la valeur d'émission des actions sur le prix payé lors de leur rachat.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Tableaux des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	2014 \$	2013 \$
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		
Bénéfice net de l'exercice	49 245	24 950
Ajustements sans effet sur la trésorerie :		
Pertes (gains) sur investissements	(42 884)	(10 670)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	2 587	3 631
Impôts différés	1 903	(25)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(2 394)	(3 119)
Variation des actifs et des passifs opérationnels :		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	(1 724)	(4 152)
Comptes débiteurs	(1 231)	(514)
Impôts sur le bénéfice à payer	3 336	(8 036)
Comptes créditeurs	223	1 215
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(132 790)	(131 862)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	189 400	107 267
Acquisition d'autres investissements	(751 149)	(859 964)
Produit de la cession d'autres investissements	734 337	802 328
	<u>48 859</u>	<u>(78 951)</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Émission d'actions ordinaires	62 906	147 357
Rachat d'actions ordinaires	(79 501)	(59 075)
	<u>(16 595)</u>	<u>88 282</u>
<b>Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice</b>	32 264	9 331
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<u>20 284</u>	<u>10 953</u>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<u>52 548</u>	<u>20 284</u>
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		
Intérêts reçus	35 283	42 159
Dividendes reçus	8 467	8 965
Impôts sur le bénéfice payés	3 760	20 277

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 1 Loi constitutive, administration et investissements

### Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1<sup>er</sup> juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. La Société a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

### Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- Le directeur général de la Société.

### Investissements

La Société peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net, inférieur ou égal à 50 M\$.

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à huit ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen ajusté de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. La Société peut être tenue de verser des pénalités si ces règles ne sont pas respectées. Aux 31 décembre 2014 et 2013 ainsi qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2013, aucune somme n'était exigible en vertu de ces règles.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

## 2 Mode de présentation et adoption des Normes internationales d'information financière (les « IFRS »)

### Adoption des IFRS

Les présents états financiers (les « états financiers ») ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). La Société a adopté ce référentiel comptable pour son exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2014, comme l'exigent les lois canadiennes sur les valeurs mobilières et le Conseil des normes comptables du Canada. Antérieurement, la Société préparait ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR canadiens ») définis dans la Partie V du *Manuel de CPA* (Comptables professionnels agréés) *Canada*. La Société a appliqué les mêmes méthodes comptables aux fins de la préparation de son bilan d'ouverture en IFRS au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été en vigueur. La note 20 fait état de l'incidence de la transition aux IFRS sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie présentés par la Société. Elle présente également la nature et l'effet des changements de méthodes comptables importants par rapport aux méthodes utilisées aux fins de la préparation des états financiers de la Société conformément aux PCGR canadiens.

### Déclaration de conformité

La Société a établi ses états financiers individuels conformément aux IFRS. Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 19 février 2015.

### Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne les instruments financiers classés dans les prêts et créances et les autres passifs financiers, ainsi que les impôts qui sont évalués au coût amorti et au coût.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Entité d'investissement

La Société compte plusieurs actionnaires qui lui sont non liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans la Société sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon l'IAS 32, *Instruments financiers : présentation*.

La Société a conclu qu'elle constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car elle obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

## 3 Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables importantes ayant servi à l'établissement des présents états financiers sont présentées ci-après.

### Instruments financiers

La Société comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction. Les actifs et passifs financiers sont classés dans différentes catégories en fonction de leurs caractéristiques ainsi que l'intention de la Société au moment de leur acquisition et leur émission. Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois ainsi que les billets à payer et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré conformément à une stratégie de gestion d'investissement documentée et dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur. De plus, les informations sur le portefeuille sont fournies à l'interne sur cette base aux principaux dirigeants de la Société.

L'encaisse ainsi que les autres comptes débiteurs sont classés dans les prêts et créances et les comptes créditeurs dans les autres passifs financiers. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur.

Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

### Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.



# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## *Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés*

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

## *Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés*

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur le marché à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de la Société. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

## *Prêts et avances, actions non participantes*

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par la Société en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'elle exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

## *Actions participantes*

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

### *Caution*

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation sont utilisées afin d'estimer le montant de passif à constater.

### *Billets à payer et passifs financiers*

Les billets à payer et passifs financiers sont liés à certains investissements et sont comptabilisés à leur juste valeur, correspondant à la somme que la Société aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets et passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

### *Engagements afférents à des titres vendus à découvert*

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le prix coté à l'intérieur de l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances à la date de présentation de l'information financière. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». En raison de changements réglementaires, le gestionnaire de la Société a pris la décision de ne plus recourir à des titres vendus à découvert depuis le 22 décembre 2014. Au 31 décembre 2013 et au 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Société n'est pas partie à des transactions de vente à découvert.

### *Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat*

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites aux bilans au prix de vente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de vente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En raison de changements réglementaires, le gestionnaire de la Société a pris la décision de ne plus recourir à des titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat depuis le 22 décembre 2014. Au 31 décembre 2013 et au 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Société ne détient aucun titre acquis en vertu de conventions de revente ni de titre vendu en vertu de conventions de rachat.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## *Montants à recevoir sur les cessions des investissements à impact économique québécois*

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions des investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépendent d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

## **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

## **Capital-actions**

Les actions de la Société sont rachetables au gré de l'actionnaire, sujet à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de la Société en cas de liquidation de celle-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de la Société;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour la Société de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à la Société; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de la Société;
- le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions sur leur durée de vie est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de la Société sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Les frais d'émission d'actions, nets d'impôts, sont inclus dans les états des variations de l'actif net.

## **Constatation des produits**

### *Intérêts et dividendes*

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

## *Frais d'administration*

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

## *Gains et pertes*

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer ou un passif financier sont comptabilisés lorsque ceux-ci sont payés et correspondent à l'écart entre le montant payé par la Société en règlement du billet ou du passif financier et leur valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Les gains et les pertes non réalisés sur les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont comptabilisés au moment de leur évaluation à la juste valeur.

## **Devise fonctionnelle et conversion de devises**

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de la Société, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états du résultat global à la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion de devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états du résultat global.

## **Impôts**

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Elle est également assujettie aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, la Société peut entre autres obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. La Société se considère en substance exemptée des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

## **Bénéfice net par action ordinaire**

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

## **4 Jugements significatifs, estimations et hypothèses**

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la Société exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. La Société estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers présentent par conséquent une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que la Société porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de la Société afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. La Société considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers, la Société a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuille, formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, surveille le risque opérationnel lié à la non-conformité à la méthodologie d'évaluation de portefeuilles et fait rapport semestriellement au conseil d'administration. Plus précisément, son rôle consiste à passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires.

## 5 Normes comptables publiées mais non encore adoptées

Les normes comptables applicables par la Société qui ont été publiées par l'IASB, mais qui ne sont pas encore en vigueur le 31 décembre 2014 sont présentées ci-après.

### **IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients***

L'IASB a publié en mai 2014 l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats avec des clients à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres normes tels que les contrats d'assurance et les instruments financiers. L'IFRS 15 remplace ainsi les deux principales normes de comptabilisation des produits, soit l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et l'IAS 11, *Contrats de construction*, de même que les interprétations connexes. Le principe de base de cette nouvelle norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert de biens ou de services en un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue, ou que l'on s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme fournit aussi davantage de directives relativement à certains types de transactions et se traduira par une divulgation accrue de renseignements sur les produits.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15, qui sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## **IFRS 9, *Instruments financiers***

L'IASB a publié en juillet 2014 la version complète et définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 comprend les exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers visant à déterminer si un actif financier doit être classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce modèle est basé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ainsi que sur le modèle économique en vertu duquel il est détenu. Pour le classement et l'évaluation des passifs financiers, la nouvelle norme reprend essentiellement les exigences actuelles de l'IAS 39.

La norme introduit également un modèle unique de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celle des pertes subies tel que l'exige le modèle de dépréciation actuel. Le modèle prévoit une approche en plusieurs étapes et fondée sur l'évolution de la qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale.

Enfin, l'IFRS 9 inclut un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser celle-ci avec les activités de gestion des risques.

La date d'application de l'IFRS 9 a été fixée aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. La Société évalue actuellement les incidences de l'adoption de cette norme.

## **6 Risques associés aux instruments financiers**

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections auditées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de la Société aux pages 15 à 17 et font partie intégrante des états financiers audités.



# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 7 Investissements à impact économique québécois

Le *Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois* est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse [capitalregional.com](http://capitalregional.com) et sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2014		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	227 529	26 302	253 831
Actions privilégiées	137 712	3 818	141 530
Parts de fonds	188 864	10 548	199 412
Prêts et avances	116 999	(4 502)	112 497
Garantis			
Prêts et avances	4 251	(598)	3 653
	675 355	35 568	710 923
	Au 31 décembre 2013		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	230 493	60 390	290 883
Actions privilégiées	83 997	6 613	90 610
Parts de fonds	165 598	6 364	171 962
Prêts et avances	185 187	(10 185)	175 002
Garantis			
Prêts et avances	6 272	(822)	5 450
	671 547	62 360	733 907

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

			Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	170 836	36 939	207 775
Actions privilégiées	78 465	2 142	80 607
Parts de fonds	145 255	(2 584)	142 671
Prêts et avances	225 225	(2 708)	222 517
Garantis			
Prêts et avances	5 633	(158)	5 475
	<u>625 414</u>	<u>33 631</u>	<u>659 045</u>

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur de 58,2 M\$ (127,6 M\$ au 31 décembre 2013; 92,6 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 10,9 % (11,3 % au 31 décembre 2013; 11,3 % au 1<sup>er</sup> janvier 2013) et ont une durée moyenne résiduelle de 4,0 années (4,5 années au 31 décembre 2013; 4,2 années au 1<sup>er</sup> janvier 2013). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 19,3 M \$ (24,9 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013). La quasi-totalité de la variation de la juste valeur des prêts et avances est imputable aux changements du risque de crédit.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Au  
31 décembre  
2014

Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés <sup>(1)</sup> \$	Engagement total \$
Manufacturier	268 718	41 551	310 269	3 216	313 485
Services	183 510	(10 484)	173 026	39 941	212 967
Innovations technologiques	34 264	(6 048)	28 216	-	28 216
Fonds	188 863	10 549	199 412	150 607	350 019
<b>Total</b>	<b>675 355</b>	<b>35 568</b>	<b>710 923</b>	<b>193 764</b>	<b>904 687</b>

Au  
31 décembre  
2013

Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés <sup>(1)</sup> \$	Engagement total \$
Manufacturier	282 252	79 987	362 239	1 450	363 689
Services	187 072	(7 437)	179 635	25 000	204 635
Innovations technologiques	36 625	(16 554)	20 071	-	20 071
Fonds	165 598	6 364	171 962	201 143	373 105
<b>Total</b>	<b>671 547</b>	<b>62 360</b>	<b>733 907</b>	<b>227 593</b>	<b>961 500</b>

Au  
1<sup>er</sup> janvier  
2013

Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés <sup>(1)</sup> \$	Engagement total \$
Manufacturier	273 491	50 287	323 778	2 096	325 874
Services	168 015	4 506	172 521	14 000	186 521
Innovations technologiques	38 652	(18 577)	20 075	-	20 075
Fonds	145 256	(2 585)	142 671	126 254	268 925
<b>Total</b>	<b>625 414</b>	<b>33 631</b>	<b>659 045</b>	<b>142 350</b>	<b>801 395</b>

<sup>(1)</sup> Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2015 \$	2016 \$	2017 \$	2018 \$	2019 et après \$	Total \$
83 220	50 778	15 887	8 948	34 931	193 764

## Investissements dans les filiales et dans les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, la Société a déterminé qu'elle détient le contrôle (filiales) ou qu'elle exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 31 décembre 2014		Au 31 décembre 2013		Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
<b>Filiales</b>						
Entreprises partenaires	10	165 582	10	162 016	8	136 081
<b>Entités associées</b>						
Entreprises partenaires	16	127 610	17	137 305	15	126 843
Fonds	7	173 785	6	152 060	5	120 734

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays d'incorporation est le Canada. Au 31 décembre 2014, la diminution du nombre d'entreprises partenaires s'explique par la disposition d'une filiale et d'une entité associée, par l'acquisition d'une nouvelle entité associée, ainsi que par l'augmentation des titres de participation d'une entité associée faisant ainsi passer le contrôle entre les mains de la Société. Au 31 décembre 2013, l'augmentation du nombre d'entreprises partenaires s'explique par l'acquisition d'une nouvelle filiale et de trois entités associées, ainsi que par l'augmentation des titres de participation d'une entité associée faisant ainsi passer le contrôle entre les mains de la Société.

Les participations dans le capital-actions de ces entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par la Société dans chacune de ces entreprises partenaires est à 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 15 % à 49 % pour les entités associées. À l'exception d'une filiale (une au 31 décembre 2013; aucune au 1<sup>er</sup> janvier 2013) et d'une entité associée (une au 31 décembre 2013; une au 1<sup>er</sup> janvier 2013), les droits de vote pour ces entreprises partenaires sont équivalents à la proportion des intérêts détenus.

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La Société a investi en tant que commanditaire dans certains fonds sur lesquels elle exerce une influence notable. Les participations sont constituées de parts et le pourcentage de détention varie entre 20 % et 90,9 % (20 % et 100 % au 31 décembre 2013; 20 % et 54,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2013). Au cours des exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013, la Société a investi dans un nouveau fonds, ce qui explique l'augmentation du nombre de fonds.

### 8 Autres investissements

Le *Relevé des autres investissements* non audité est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse [capitalregional.com](http://capitalregional.com) et sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2014		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	266 507	2 814	269 321
Provinciales, municipales ou garanties	171 456	5 313	176 769
Institutions financières	146 086	3 882	149 968
Sociétés	50 325	1 690	52 015
	634 374	13 699	648 073
Actions privilégiées	72 948	(859)	72 089
Instruments de marché monétaire <sup>(1)</sup>	46 361	-	46 361
Fonds immobilier	2 977	9	2 986
Contrats de change <sup>(2)</sup>	-	36	36
<b>Total</b>	756 660	12 885	769 545

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2014			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	31 881	422 342	180 151	634 374
Valeur nominale	31 806	416 776	173 562	622 144
Juste valeur	31 898	429 486	186 689	648 073
Taux moyen nominal <sup>(3)</sup>	1,59 %	2,78 %	3,59 %	2,94 %
Taux moyen effectif	1,28 %	2,35 %	2,94 %	2,47 %

	Au 31 décembre 2013		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	183 418	835	184 253
Provinciales, municipales ou garanties	221 118	(230)	220 888
Institutions financières	160 829	2 831	163 660
Sociétés	52 318	560	52 878
	617 683	3 996	621 679
Actions privilégiées	76 186	(2 663)	73 523
Instruments de marché monétaire <sup>(1)</sup>	12 278	-	12 278
Contrats de change <sup>(2)</sup>	-	(484)	(484)
Total	706 147	849	706 996

## Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2013			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	-	381 060	236 623	617 683
Valeur nominale	-	374 707	229 253	603 960
Juste valeur	-	385 445	236 234	621 679
Taux moyen nominal <sup>(3)</sup>	-	3,00 %	3,83 %	3,31 %
Taux moyen effectif	-	2,44 %	3,26 %	2,75 %

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	178 728	5 758	184 486
Provinciales, municipales ou garanties	228 099	4 062	232 161
Institutions financières	136 665	5 889	142 554
Sociétés	30 983	2 415	33 398
	574 475	18 124	592 599
Actions privilégiées	63 500	1 212	64 712
Instruments de marché monétaire <sup>(1)</sup>	13 508	-	13 508
Contrats de change <sup>(2)</sup>	-	(247)	(247)
Total	651 483	19 089	670 572

## Répartition des obligations par échéance

	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	-	278 566	295 909	574 475
Valeur nominale	-	272 869	282 370	555 239
Juste valeur	-	283 799	308 800	592 599
Taux moyen nominal <sup>(3)</sup>	-	3,22 %	3,96 %	3,59 %
Taux moyen effectif	-	2,35 %	3,20 %	2,79 %

<sup>(1)</sup> Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du Trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an. Au 31 décembre 2014, la totalité des instruments de marché monétaire a une échéance au moment de leur acquisition entre 1 et 12 mois (entre 2 et 5 mois au 31 décembre 2013; entre 2 et 9 mois au 1<sup>er</sup> janvier 2013).

<sup>(2)</sup> Les contrats de change pour vendre un notional de 70,5 M\$ US ont une échéance de 3 mois (133,0 M\$ US au 31 décembre 2013; 114,0 M\$ US au 1<sup>er</sup> janvier 2013).

<sup>(3)</sup> La quasi-totalité des obligations porte intérêt à taux fixe.



# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus dans le fonds immobilier et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. L'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2015 \$	2016 \$	2017 \$	2018 \$	2019 et après \$	Total \$
13 500	13 500	-	-	-	27 000

## 9 Juste valeur des instruments financiers

### Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

La Société a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 31 décembre 2014			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
<b>Actifs financiers</b>				
Investissements à impact économique québécois	894	-	710 029	710 923
Autres investissements	500 269	266 290	2 986	769 545
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	22 134	22 134
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>501 163</b>	<b>266 290</b>	<b>735 149</b>	<b>1 502 602</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	22 148	22 148

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

				Au 31 décembre 2013
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
<b>Actifs financiers</b>				
Investissements à impact économique québécois	1 535	-	732 372	733 907
Autres investissements	461 044	245 952	-	706 996
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	15 234	15 234
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>462 579</b>	<b>245 952</b>	<b>747 606</b>	<b>1 465 137</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	15 000	15 000

				Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
<b>Actifs financiers</b>				
Investissements à impact économique québécois	1 991	-	657 054	659 045
Autres investissements	476 862	193 710	-	670 572
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	23 436	23 436
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>478 853</b>	<b>193 710</b>	<b>680 490</b>	<b>1 353 053</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	11 352	11 352

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux durant l'exercice terminé le 31 décembre 2014 et durant l'exercice terminé le 31 décembre 2013.



# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

Au  
31 décembre  
2014

	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
<b>Investissements à impact économique québécois</b>				
Prêts et avances	58 181	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	3,9 % à 26,1 % (11,9 %)
Actions non participantes	95 180	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	5,5 % à 30,0 % (7,0 %)
Actions participantes majoritaires	159 155	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	9,1 % à 12,5 % (10,3 %)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	7,5 % à 23,1 % (12,2 %)
	-	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	6 427	Autres <sup>(3)</sup>	-	-
Actions participantes minoritaires	124 802	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	7,8 % à 16,7 % (9,8 %)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	1,3 % à 20,1 % (13,3 %)
	40 481	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	25 708	Actif net redressé	Actif net de l'entité	-(2)
	683	Autres <sup>(3)</sup>	-	-
Parts de fonds	<u>199 412</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	-(2)
	<u>710 029</u>			
<b>Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois</b>				
	22 134	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	0,9 % à 14,0 % (7,4 %)
<b>Billets à payer et passifs financiers</b>				
	(22 148)	Diverses	-	-

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

				Au 31 décembre 2013
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
<b>Investissements à impact économique québécois</b>				
Prêts et avances	88 403	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	3,1 % à 27,1 % (11,7 %)
Actions non participantes	39 887	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	5,7 % à 30,0 % (6,8 %)
Actions participantes majoritaires	102 092	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	9,2 % à 12,6 % (11,2 %)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	4,5 % à 25,0 % (14,6 %)
	59 924	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
Actions participantes minoritaires	206 478	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	7,8 % à 19,5 % (9,8 %)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	1,4 % à 35,0 % (13,1 %)
	29 089	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	28 319	Actif net redressé	Actif net de l'entité	_(2)
	6 218	Autres <sup>(3)</sup>	-	-
Parts de fonds	<u>171 962</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	_(2)
	<u>732 372</u>			
<b>Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois</b>				
	15 234	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	0,9 % à 13,0 % (7,6 %)
<b>Billets à payer et passifs financiers</b>				
	(15 000)	Diverses	-	-

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

				Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
<b>Investissements à impact économique québécois</b>				
Prêts et avances	107 195	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	4,4 % à 28,1 % (11,6 %)
Actions non participantes	35 809	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	6,2 % à 30,0 % (8,0 %)
Actions participantes majoritaires	92 113	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	10,3 % à 12,4 % (11,4 %)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	6,5 % à 24,3 % (15,0 %)
	38 956	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	5 012	Autres <sup>(3)</sup>	-	-
Actions participantes minoritaires	139 850	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	8,2 % à 20,9 % (10,9 %)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	5,4 % à 23,6 % (12,6 %)
	71 948	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	15 890	Actif net redressé	Actif net de l'entité	-( <sup>2</sup> )
	7 610	Autres <sup>(3)</sup>	-	-
Parts de fonds	<u>142 671</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	-( <sup>2</sup> )
	<u>657 054</u>			
<b>Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois</b>				
	23 436	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	0,9 % à 13,0 % (5,0 %)
<b>Billets à payer et passifs financiers</b>				
	(11 352)	Diverses	-	-

<sup>(1)</sup> En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en terme de pourcentage des ventes.

<sup>(2)</sup> En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

<sup>(3)</sup> Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## *Sensibilité de la juste valeur aux données non observables*

Bien que la Société considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

### *Prêts et avances, actions non participantes - Actualisation des flux monétaires*

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. La Société juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

### *Actions participantes - Capitalisation des flux monétaires*

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, la Société détermine un intervalle de justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulatif entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de la Société est de l'ordre de :

	<b>Au 31 décembre 2014</b>	<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>
Actions participantes majoritaires	+/- 0,6 %	+/- 0,3 %	+/- 0,4 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,4 %	+/- 0,5 %	+/- 0,3 %

La Société est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de la Société.



## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### *Actions participantes - Transactions récentes et offres d'achat*

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. La Société doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Elle peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. La Société considère que la juste valeur qu'elle aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

### *Parts de fonds - Actif net redressé*

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou cessions de parts que la Société a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, la Société doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. La Société considère que la juste valeur qu'elle aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

### *Autres techniques d'évaluation*

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, la Société considère que la juste valeur qu'elle aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

## 10 Comptes débiteurs

	Au 31 décembre 2014 \$	Au 31 décembre 2013 \$	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	8 098	6 835	5 749
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	22 134	15 234	23 436
Taxes à la consommation à recevoir	-	189	761
	30 232	22 258	29 946

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 20,3 M\$ (14,3 M\$ au 31 décembre 2013; 22,8 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013).

## 11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 décembre 2014 \$	Au 31 décembre 2013 \$	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 \$
Encaisse	9 174	9 701	7 357
Instruments de marché monétaire	43 374	10 583	3 596
	52 548	20 284	10 953

## 12 Billets à payer et passifs financiers

Le 30 novembre 2010, la Société a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des Caisses Desjardins du Québec, des investissements d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par la Société lors de la cession de l'investissement lié. Si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté selon le montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion pris en charge par la Société relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de cession seront déduits du montant du billet correspondant.

Les billets à payer avaient une échéance initiale de trois ans et sont prolongés jusqu'au 31 mai 2017.

Les passifs financiers sont des montants que la Société aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 31 décembre 2014, des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 17,9 M\$ étaient liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (10,4 M\$ au 31 décembre 2013; 8,5 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013).

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### 13 Comptes créditeurs

	Au 31 décembre 2014 \$	Au 31 décembre 2013 \$	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	3 220	2 100	1 859
Montant à payer sur les acquisitions d'autres investissements	3 397	-	-
Autres	2 129	1 676	642
	<u>8 746</u>	<u>3 776</u>	<u>2 501</u>

### 14 Marge de crédit

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$ auprès de la Caisse centrale Desjardins. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins majoré de 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2014, au 31 décembre 2013 et au 1<sup>er</sup> janvier 2013, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit. De plus, cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours des exercices 2014 et 2013.

### 15 Capital-actions

#### Autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

La Loi prévoit qu'à compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint, pour la première fois, une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé des montants de 150 M\$ et de celui correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente. Le seuil de 1,25 milliard de dollars a été atteint le 28 février 2014.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1<sup>er</sup> mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

À la suite du dépôt du budget provincial le 4 juin 2014, la Société a annoncé de nouvelles modalités concernant la vente de ses actions applicables à compter de l'émission 2014. Compte tenu de l'atteinte du plafond de sa capitalisation de 1 250 M\$ et de par sa loi constitutive, la Société était limitée à émettre, pour l'émission 2014, un montant équivalant aux rachats de la période d'émission précédente. Conséquemment, le montant autorisé de l'émission 2014 a été de 63 M\$. Pour l'émission 2015, le gouvernement du Québec a autorisé exceptionnellement la Société à recueillir 150 M\$.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de la Société, le montant maximum alloué par investisseur pour chacune des émissions 2014 et 2015 a été fixé à 3 000 \$.

En date du présent rapport, la souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable de 45 %, applicable à l'impôt du Québec seulement.

La Société est tenue de payer des frais d'émission d'actions. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les frais d'émission d'actions s'élèvent à 0,8 M\$ (1,7 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013), déduction faite des impôts, et sont présentés en diminution du capital-actions.

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### Émis

L'actif net de la Société au 31 décembre 2014 s'élève à 1 502,5 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Prix d'émission \$	Solde * M\$	Rachat possible à compter de
2001	10,00	29,1	2008
2002	10,00	80,9	2009
2003	10,12 et 10,24	40,5	2010
2004	10,25	50,6	2011
2005	10,25	56,2	2012
2006	10,37 et 10,21	55,2	2013
2007	10,21 et 9,92	86,6	2014
2008	9,89 9,83 et 9,54	169,8	2015
2009	9,54 9,62 et 9,73	185,8	2016
2010	9,73 et 9,80	183,0	2017
2011	9,91 et 10,02	180,9	2018
2012	11,02	163,3	2019
2013	11,47	157,0	2020
2014	11,92	63,6	2021
Actif net		1 502,5	

\* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2014.

### Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- À la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- À la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- À la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours suivant la date de souscription;
- À la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers audités.

## Crédit d'impôt

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, qui est établi comme suit :

- Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %;
- Pour les achats du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats à compter du 1<sup>er</sup> mars 2014 : crédit d'impôt de 45 %.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

## 16 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé de l'actif net.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 15.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 17 Charges

	2014 \$	2013 \$
<b>Autres frais d'exploitation</b>		
Honoraires d'audit	197	249
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	589	473
Autres honoraires pour services professionnels	1 377	910
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	105	110
Frais informatiques	1 317	1 568
Autres charges	423	439
	<u>4 008</u>	<u>3 749</u>
<b>Services aux actionnaires</b>		
Frais de fiduciaire	1 406	1 257
Communication de l'information aux actionnaires	401	386
Autres charges	348	189
	<u>2 155</u>	<u>1 832</u>

## 18 Impôt sur le bénéfice

### Charge d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	2014		2013	
	État du résultat global \$	État des variations de l'actif net \$	État du résultat global \$	État des variations de l'actif net \$
Exigibles	5 372	(354)	8 613	(257)
Différés	1 903	(153)	(25)	(898)
	<u>7 275</u>	<u>(507)</u>	<u>8 588</u>	<u>(1 155)</u>

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2014 \$	2013 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,9 %	22 552	13 382
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisées et non réalisées sur investissements	(12 195)	(1 121)
Dividendes non imposables	(3 374)	(3 533)
Autres	292	(140)
	7 275	8 588

## Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2014 \$	Au 31 décembre 2013 \$	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 \$
<b>Actif</b>			
Impôts différés – frais d'émission	-	965	-
Impôts différés – autres	-	204	246
Impôts en main remboursables	17 399	10 397	11 169
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	-	4 924	-
	17 399	16 490	11 415
<b>Passif</b>			
Impôts différés – frais d'émission	(1 118)	-	-
Impôts différés – autres	1 699	-	-
Impôts sur le bénéfice à payer	3 336	-	8 036
	3 917	-	8 036



# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 19 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à la Société comprennent Desjardins Capital de risque inc. (« DCR »), son gestionnaire qui est une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec et fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. La Société est donc indirectement liée au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de la Société.

- La Société a retenu les services de DCR et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de la Société. La convention de gestion attribue à la Société certaines dépenses relatives à la gouvernance. Les honoraires de négociation sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de la Société.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée jusqu'au 31 décembre 2015 à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Ces frais feront l'objet d'une renégociation entre la Société et son gestionnaire pour l'année 2016. Un ajustement aux frais de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

- La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention, qui venait à échéance le 31 décembre 2014, a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 30 juin 2015, à l'exception de la tarification qui a été révisée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et qui s'appliquera à tout renouvellement ou toute nouvelle convention jusqu'au 31 décembre 2019. Rappelons finalement que Fiducie Desjardins a agi comme scrutateur jusqu'au 31 décembre 2013. Ce mandat a été confié à Services aux investisseurs Computershare inc. depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.
- La Société a consolidé la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2009. Il est d'une durée illimitée à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 90 jours, ne décide d'y mettre fin.
- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.
- La Société a confié à la Caisse centrale Desjardins ses opérations bancaires reliées à ses activités quotidiennes.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- La Société a confié à Valeur Mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- La Société a confié à Groupe Technologies Desjardins l'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements.

## Transactions entre les parties liées de la Société

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2014			Au 31 décembre 2013			Au 1 <sup>er</sup> janvier 2013		
	DCR \$	Autres parties liées <sup>(1)</sup> \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées <sup>(1)</sup> \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées <sup>(1)</sup> \$	Total \$
<b>Bilans</b>									
<b>Actif</b>									
Autres investissements	-	16 100	16 100	-	13 889	13 889	-	15 708	15 708
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	-	73	73	-	105	105	-	126	126
Encaisse	-	9 282	9 282	-	9 416	9 416	-	7 397	7 397
<b>Passif</b>									
Billets à payer et passifs financiers	-	19 773	19 773	-	15 000	15 000	-	11 352	11 352
Comptes créditeurs	1 979	405	2 384	1 676	483	2 159	1 034	634	1 668

	2014			2013		
	DCR \$	Autres parties liées <sup>(1)</sup> \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées <sup>(1)</sup> \$	Total \$
<b>États du résultat global</b>						
<b>Produits</b>						
Intérêts	-	172	172	-	179	179
Gains (pertes) sur investissements	-	(14 626)	(14 626)	-	(10 783)	(10 783)
<b>Charges</b>						
Frais de gestion	24 623	-	24 263	23 533	-	23 533
Autres frais d'exploitation	-	2 358	2 358	-	2 104	2 104
Services aux actionnaires	-	1 406	1 406	-	1 257	1 257
<b>États des variations de l'actif net</b>						
Frais d'émission	-	1 197	1 197	-	2 819	2 819

<sup>(1)</sup> Les autres parties liées comprennent la Fédération des caisses Desjardins du Québec ainsi que ses filiales, soit Caisse centrale Desjardins, Capital Desjardins, Valeur Mobilières Desjardins, Desjardins Capital de risque, S.E.C., Groupe Technologies Desjardins et Fiducie Desjardins. Elles comprennent aussi le Régime de rentes du Mouvement Desjardins.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 434 000 \$ (348 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013).

## 20 Passage aux IFRS

La présente note résume l'effet de la transition aux IFRS pour la Société :

### Choix à la transition

La Société ne s'est prévaluée d'aucune des exemptions facultatives à l'application rétrospective complète des IFRS à la transition à l'exception de l'option de désigner un actif financier ou un passif financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Tous les actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net à la transition étaient antérieurement comptabilisés à la juste valeur selon les PCGR canadiens, conformément à la NOC-18, Sociétés de placement. Par ailleurs, l'application de cette exemption et des exceptions obligatoires à l'application rétrospective intégrale des IFRS n'a eu aucun impact à la transition.

### Rapprochement de l'actif net et du résultat global

L'adoption des IFRS n'a eu aucun impact sur l'actif net et le résultat global présentés antérieurement selon les PCGR canadiens.

### Ajustements de reclassement

La Société a reclassé certains montants à la transition pour assurer la conformité de la présentation de ses états financiers aux IFRS. Les principaux reclassements effectués sont les suivants :

- Conformément à IAS 1, *Présentation des états financiers*, la Société a reclassé les gains (pertes) sur investissements à même les produits dans les états du résultat global;
- Selon les IFRS, la Société se considère comme exemptée des impôts sur le bénéfice liés aux gains en capital et par conséquent ne constate aucun passif d'impôts différés relativement aux gains nets latents sur les placements ni actif d'impôts différés équivalent relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux reliés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Selon les PCGR canadiens, des impôts futurs d'un montant de 7,2 M\$ au 31 décembre 2013 (6,9 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013) étaient comptabilisés relativement à ces éléments. Ces différences n'ont entraîné aucun ajustement de l'actif net de la Société au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et au 31 décembre 2013.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2014

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## **Ajustements au tableau des flux de trésorerie**

Les acquisitions et produits de cession des investissements ont été reclassés des activités d'investissement aux activités opérationnelles pour refléter la nature des activités de la Société et sa qualification à titre d'entité d'investissement.

# **Capital régional et coopératif Desjardins**

Relevé audité du coût des investissements à  
impact économique québécois  
**Au 31 décembre 2014**



Le 19 février 2015

## **Rapport de l'auditeur indépendant**

### **Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins**

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le relevé) ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins au 31 décembre 2014. Le relevé a été préparé par la direction conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

#### **Responsabilité de la direction pour le relevé**

La direction est responsable de la préparation du relevé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le relevé, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le relevé ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le relevé. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation du relevé afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du relevé.

---

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4  
T: +1 514 205-5000, F: +1 514 876-1502, [www.pwc.com/ca/fr](http://www.pwc.com/ca/fr)*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois de Capital régional et coopératif Desjardins au 31 décembre 2014 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement économique des fonds en capital de développement.

*(signée)* PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
<b>Abitibi-Témiscamingue</b>						
Norbell Électrique inc.	2010	S	-	128	-	128
Trim-Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	46	-	171
VCC-Massénoir inc.	2010	S	-	288	-	288
Vézeau et frères inc.	2009	S	-	359	-	359
<b>Total Abitibi-Témiscamingue</b>			<b>125</b>	<b>821</b>	<b>-</b>	<b>946</b>
<b>Bas-Saint-Laurent</b>						
Fonderie BSL inc.	2010	M	-	78	-	78
Gestion Alain Hébert inc.	2009	S	-	187	-	187
Groupe Fillion Sport inc.	2008	S	-	114	-	114
Leblanc Environnement inc.	2008	S	250	17	-	267
Société d'exploitation des ressources de la Vallée inc.	2010	S	-	172	-	172
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	S	-	341	-	341
<b>Total Bas-Saint-Laurent</b>			<b>250</b>	<b>909</b>	<b>-</b>	<b>1 159</b>
<b>Capitale-Nationale</b>						
9197-4451 Québec inc. (P.E. Fraser inc.)	2010	S	-	73	-	73
Bandsintown Canada Inc.	2006	IT	11 190	37	-	11 227
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	3 625	-	-	3 625
Congébec Logistique inc.	2004	S	3 800	-	-	3 800
Frima Studio inc.	2008	S	-	-	700	700
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	2 473	-	3 223
OptoSecurity inc.	2007	IT	-	939	-	939
Piscines Pro et Patios N.V. inc.	2009	S	-	4	-	4
Pneus Ratté inc.	2009	S	-	132	-	132
Simard Suspensions inc.	2009	M	-	464	-	464
Technologies Obzerv inc.	2010	M	1 500	-	-	1 500
<b>Total Capitale-Nationale</b>			<b>20 865</b>	<b>4 122</b>	<b>700</b>	<b>25 687</b>
<b>Centre-du-Québec</b>						
A.C.M. Composites (1993) inc.	2013	M	-	-	1 500	1 500
Avjet Holding inc.	2009	S	3 731	6 183	-	9 914
CBR Laser inc.	2012	M	-	18 140	-	18 140
Farinart inc.	2010	M	250	-	-	250
Groupe Anderson inc.	2007	M	6 069	-	-	6 069
Métalus inc.	2008	M	-	340	-	340
Service funéraire coopératif Drummond	2007	S	-	311	-	311
<b>Total Centre-du-Québec</b>			<b>10 050</b>	<b>24 974</b>	<b>1 500</b>	<b>36 524</b>



# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
<b>Chaudière - Appalaches</b>						
CIF Métal ltée	2005	M	3 976	-	-	3 976
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	S	-	-	1 040	1 040
Groupe Filgo inc.	2012	S	13 980	2 550	-	16 530
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	M	-	428	-	428
Hortau inc.	2010	M	555	-	-	555
Industries Fournier inc. (Les)	2013	M	17 000	3 627	-	20 627
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 970	1 385	-	4 355
Matiss inc.	2002	M	-	248	-	248
MTI Canada inc.	2008	S	-	58	-	58
Produits de plancher Finitec inc.	2007	M	-	330	-	330
Services Bivac inc.	2010	S	-	205	-	205
<b>Total Chaudière - Appalaches</b>			<b>38 481</b>	<b>8 831</b>	<b>1 040</b>	<b>48 352</b>
<b>Côte-Nord</b>						
9274-4192 Québec inc. (Boisaco)	2013	M	970	-	-	970
Granulco inc.	2009	M	-	46	-	46
<b>Total Côte-Nord</b>			<b>970</b>	<b>46</b>	<b>-</b>	<b>1 016</b>
<b>Estrie</b>						
Balances M. Dodier inc. (Les)	2011	S	-	233	-	233
Camoplast Solideal inc.	2002	M	7 709	-	-	7 709
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	M	-	760	-	760
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	812	-	812
CoopTel, coop de télécommunication	2009	S	-	625	-	625
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	S	-	837	-	837
Électro-5 inc.	2009	S	-	129	-	129
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	M	-	500	-	500
Exo-s-inc.	2012	M	5 571	9 085	-	14 656
FilSpec inc.	2004	M	1 113	-	-	1 113
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	M	-	227	-	227
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	M	-	470	-	470
Kemestrie inc.	2010	IT	528	-	-	528
L.P. Royer inc.	2010	M	-	2 430	-	2 430
Multi X inc.	2006	M	-	138	-	138
Ocera Therapeutics inc.	2003	IT	10 569	-	-	10 569
Roulottes R.G. inc. (Les)	2009	M	-	37	-	37
<b>Total Estrie</b>			<b>25 490</b>	<b>16 283</b>	<b>-</b>	<b>41 773</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
<b>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>						
Construction L.F.G. inc.	2009	S	-	1 858	-	1 858
Éocycle Technologies inc.	2004	M	2 403	-	-	2 403
Gestion C.T.M.A. inc.	2007	S	-	275	-	275
<b>Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>			<b>2 403</b>	<b>2 133</b>	<b>-</b>	<b>4 536</b>
<b>Hors Canada</b>						
Pharmaxis ltée	2010	IT	2 360	-	-	2 360
<b>Total Hors Canada</b>			<b>2 360</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 360</b>
<b>Lanaudière</b>						
9210-7614 Québec inc. (Promotion SDM)	2009	S	-	46	-	46
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	-	-	2 250
<b>Total Lanaudière</b>			<b>2 250</b>	<b>46</b>	<b>-</b>	<b>2 296</b>
<b>Laurentides</b>						
Groupe DCM inc.	2012	M	3 000	3 477	-	6 477
<b>Total Laurentides</b>			<b>3 000</b>	<b>3 477</b>	<b>-</b>	<b>6 477</b>
<b>Laval</b>						
Équipement Polytek inc. (Les)	2010	M	-	39	-	39
Investissements Canadiens Libanais Corp. ltée (Les)	2007	M	-	3 070	-	3 070
<b>Total Laval</b>			<b>-</b>	<b>3 109</b>	<b>-</b>	<b>3 109</b>
<b>Mauricie</b>						
Classement Luc Beaudoin inc.(9289-8907 Qc inc.)	2013	S	-	571	-	571
Groupe Telecon	2011	S	48 389	4 535	-	52 924
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	156	-	173
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	M	-	2 715	-	2 715
RGF Électrique inc.	2009	S	-	127	-	127
<b>Total Mauricie</b>			<b>48 406</b>	<b>8 104</b>	<b>-</b>	<b>56 510</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
<b>Montérégie</b>						
A. & D. Prévost inc.	2011	M	9 472	7 750	-	17 222
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 000	-	-	6 000
Acema Importations inc.	2008	S	-	21	-	21
Agropur Coopérative	2014	M	50 000	-	-	50 000
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	3 223	-	3 223
Complexe sportif Interplus	2007	S	-	576	-	576
Corporation Développement Knowlton inc.	2006	M	2 509	-	-	2 509
Groupe Dagenais M.D.C. inc.	2010	S	-	88	-	88
Groupe Habitations Signature inc.	2010	M	-	1 842	-	1 842
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	S	-	562	-	562
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	3 000	642	-	3 642
Investissements Brasco inc.	2009	M	-	809	-	809
Mirazed inc.	2007	M	780	25	-	805
NSE Automatech inc.	2013	M	3 000	-	-	3 000
Plomberie Piché & Richard inc.	2010	S	-	62	-	62
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	M	-	266	-	266
Urecon Group	2012	M	4 500	4 687	-	9 187
<b>Total Montérégie</b>			<b>79 261</b>	<b>20 553</b>	<b>-</b>	<b>99 814</b>
<b>Montréal</b>						
ACCEO Solutions inc.	2012	S	15 000	7 812	-	22 812
Arbell Electronics inc.	2008	S	1 260	1 130	264	2 654
Attraction Radio inc.	2013	S	-	-	185	185
Behaviour Interactif inc.	2002	IT	1 186	-	-	1 186
Cavalia inc.	2010	S	-	2 108	-	2 108
Elfiq inc.	2013	M	-	250	-	250
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	356	370	-	726
Groupe API inc.	2009	S	-	172	-	172
Groupe conseil OSI inc. (Alyotech Canada inc.)	2006	S	11 601	1 000	-	12 601
Groupe Graham International inc.	2011	M	7 147	1 133	-	8 280
Groupe Solotech inc.	2013	S	21 250	-	-	21 250
La Coop fédérée	2005	M	43 000	7 000	-	50 000
Negotium Technologies	2008	IT	-	-	206	206
Nicole Giguère Placement de personnel (NGPP)	2013	S	-	333	-	333
Systemex Communications (S.C.) inc.	2010	S	-	400	-	400
Vision Globale A.R. ltée	2012	S	18 000	-	-	18 000
<b>Total Montréal</b>			<b>118 800</b>	<b>21 708</b>	<b>655</b>	<b>141 163</b>
<b>Ontario</b>						
Skywave Mobile Communications inc.	2010	IT	7 249	-	-	7 249
<b>Total Ontario</b>			<b>7 249</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 249</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
<b>Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>							
Coopérative Forestière de Girardville	2007	M	-	492	-	-	492
Démolition et excavation Demex inc.	2008	S	-	244	-	-	244
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	S	-	320	-	-	320
Groupe Canmec inc.	2004	M	3 286	-	-	-	3 286
Groupe Nokamic inc.	2005	S	-	119	-	-	119
Nokamic inc.	2010	M	-	-	356	-	356
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 431	-	-	-	1 431
Senneco inc.	2013	S	-	600	-	-	600
Services Nolitrex inc.	2008	S	264	58	-	-	322
Vieille Garde inc. (La)	2009	M	-	15	-	-	15
Vitrierie A. & E. Fortin inc.	2010	M	300	35	-	-	335
<b>Total Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>			<b>5 281</b>	<b>1 883</b>	<b>356</b>		<b>7 520</b>
<b>Fonds</b>							
Capital croissance PME s.e.c.	2010	F	51 368	-	-	-	51 368
Capital croissance PME s.e.c. II	2014	F	33 484	-	-	-	33 484
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	56 023	-	-	-	56 023
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	8 804	-	-	-	8 804
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	8 927	-	-	-	8 927
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	3 667	-	-	-	3 667
Fonds Relève Québec, s.e.c.	2011	F	2 710	-	-	-	2 710
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	3 080	-	-	-	3 080
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	3 788	-	-	-	3 788
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	17 013	-	-	-	17 013
<b>Total Fonds</b>			<b>188 864</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>188 864</b>
<b>Total au coût</b>			<b>554 105</b>	<b>116 999</b>	<b>4 251</b>		<b>675 355</b>

**Légende par catégorie d'actif**

M: Manufacturier  
 S: Services  
 IT : Innovations technologiques  
 F: Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de la Société.

## **Capital régional et coopératif Desjardins**

Relevé des autres investissements  
**Au 31 décembre 2014**

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
<b>Obligations (84,2 %)</b>				
<b>Obligations fédérales et garanties (35,0 %)</b>				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2017-12-15, 1,70 %	16 650	16 737	16 827
	2019-06-15, 1,95 %	17 264	17 272	17 541
	2020-12-15, 3,35 %	5 100	5 435	5 538
	2021-06-15, 3,80 %	4 835	5 200	5 392
	2022-12-15, 2,40 %	8 750	8 506	8 948
	2023-09-15, 2,35 %	2 900	2 780	2 940
	2024-06-15, 2,90 %	7 100	7 191	7 489
Gouvernement du Canada	2015-11-01, 1,00 %	21 540	21 539	21 539
	2018-09-01, 1,25 %	10 000	9 933	10 024
	2021-06-01, 3,25 %	2 040	2 260	2 262
	2023-06-01, 1,50 %	5 000	4 896	4 924
	2024-06-01, 2,50 %	7 000	7 419	7 429
LNH Banque de Montréal <sup>1</sup>	2017-09-01, 2,10 %	11 829	11 822	11 990
LNH Banque Scotia <sup>1</sup>	2016-04-01, 4,05 %	11 939	12 032	12 319
LNH Banque Toronto Dominion <sup>1</sup>	2016-06-01, 0,65 %	6 385	6 359	6 336
	2017-08-01, 1,70 %	24 841	24 771	24 964
	2018-03-01, 1,40 %	17 122	17 026	17 058
	2018-04-01, 1,65 %	76 947	76 889	77 149
PSP Capital	2017-02-16, 2,26 %	250	251	255
	2020-10-22, 3,03 %	800	800	841
	2024-04-04, 3,29 %	7 150	7 389	7 556
<b>Total obligations fédérales et garanties</b>		<b>265 442</b>	<b>266 507</b>	<b>269 321</b>
<b>Obligations provinciales, municipales ou garanties (23,0 %)</b>				
Cadillac Fairview Finance Trust	2018-05-09, 3,64 %	16 600	17 478	17 663
	2021-01-25, 4,31 %	1 200	1 307	1 345
Financement-Québec	2018-12-01, 2,40 %	18 300	18 308	18 837
	2019-12-01, 2,45 %	32 186	32 306	33 109
Financière CDP	2020-07-15, 4,60 %	3 000	3 230	3 385
Hydro-Québec	2015-01-16, 1,20 %	151	151	151
	2015-02-15, 1,22 %	268	268	268
Municipal Finance Authority of British Columbia	2019-06-03, 4,88 %	2 000	2 088	2 267
	2020-06-01, 4,45 %	4 000	4 440	4 509
	2021-06-01, 4,15 %	2 000	2 149	2 238
	2022-06-01, 3,35 %	1 100	1 099	1 175
Municipalité régionale de York	2021-06-30, 4,00 %	1 500	1 552	1 653
Ontario Hydro	2015-02-18, 1,22 %	116	116	116
	2015-04-01, 1,22 %	270	269	269
	2015-05-26, 1,21 %	305	304	304
OPB Finance Trust	2023-05-24, 2,90 %	1 750	1 675	1 778
Province de la Colombie-Britannique	2015-05-19, 1,21 %	231	230	230
Province de l'Ontario	2015-02-07, 1,21 %	590	589	589
	2018-09-08, 2,10 %	2 000	2 007	2 040
	2021-06-02, 4,00 %	1 000	1 073	1 112
	2022-06-02, 3,15 %	22 550	23 008	23 843
	2023-06-02, 2,85 %	9 929	9 726	10 218
	2024-06-02, 3,50 %	500	515	537

<sup>1</sup>Ce titre est garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
<b>Obligations provinciales, municipales ou garanties (suite)</b>				
Province de Québec	2015-01-16, 1,20 %	238	238	238
	2020-12-01, 4,50 %	12 370	13 528	14 074
	2021-12-01, 4,25 %	15 865	17 421	17 922
	2022-12-01, 3,50 %	7 600	8 131	8 194
Province du Manitoba	2023-06-02, 2,55 %	2 000	1 940	2 020
Province du Nouveau-Brunswick	2023-06-02, 2,85 %	600	587	616
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	2 500	2 529	2 738
Ville de Toronto	2018-06-27, 4,95 %	3 000	3 194	3 331
		<u>165 719</u>	<u>171 456</u>	<u>176 769</u>
<b>Total obligations provinciales, municipales ou garanties</b>				
<b>Obligations d'institutions financières (19,4 %)</b>				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2016-11-08, 2,65 %	3 500	3 497	3 560
	2017-07-14, 3,95 %	4 800	4 857	5 051
	2018-06-06, 6,00 %	2 000	2 143	2 247
Banque de Montréal	2017-07-12, 2,39 %	2 000	2 025	2 028
	2017-12-11, 2,24 %	4 000	4 031	4 038
	2018-03-28, 6,17 %	4 000	4 364	4 492
Banque Nationale du Canada	2016-12-15, 2,70 %	5 000	5 029	5 091
	2017-04-11, 3,26 %	1 100	1 102	1 129
Banque Royale du Canada	2015-11-02, 3,18 %	7 500	7 577	7 586
	2016-07-26, 3,03 %	1 200	1 225	1 225
	2017-04-13, 2,58 %	5 000	5 082	5 088
	2018-03-12, 2,26 %	1 750	1 751	1 765
	2018-07-12, 2,82 %	5 600	5 595	5 754
	2018-12-11, 2,77 %	3 000	3 073	3 075
Banque Scotia	2017-08-03, 2,90 %	17 850	17 984	18 226
	2018-03-22, 2,24 %	75	74	75
Banque Toronto Dominion	2016-12-14, 4,78 %	7 134	7 322	7 509
	2017-08-15, 2,43 %	4 000	4 052	4 060
	2018-04-02, 2,17 %	2 000	2 007	2 014
	2018-07-09, 5,83 %	6 000	6 451	6 731
	2021-12-22, 2,62 %	3 000	3 000	3 005
Caisse centrale Desjardins	2017-10-05, 3,50 %	4 200	4 169	4 380
Capital Desjardins	2020-05-05, 5,19 %	4 750	4 943	5 361
Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers	2017-06-01, 4,17 %	2 000	2 084	2 102
	2018-02-26, 2,82 %	2 300	2 282	2 343
	2018-11-29, 2,93 %	400	400	409
	2019-02-21, 2,81 %	500	500	509
Crédit Ford Canada	2016-11-21, 2,63 %	300	300	303
	2017-12-19, 3,32 %	1 950	1 980	2 004
Crombie Real Estate Investment Trust	2021-06-01, 3,96 %	160	162	165
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	1 000	1 140	1 220
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2019-06-20, 3,00 %	1 500	1 507	1 520
	2022-06-20, 3,60 %	175	173	178
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	2 200	2 483	2 667
Financière Sun Life	2017-03-02, 4,38 %	1 000	1 049	1 050
	2019-07-02, 5,70 %	1 000	1 047	1 145
	2021-08-23, 4,57 %	400	400	446
First Capital Realty	2019-07-30, 5,48 %	2 400	2 556	2 678
	2023-10-30, 3,90 %	900	903	922
Fonds de placement immobilier Cominar	2019-06-21, 3,62 %	725	727	735

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

### Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
<b>Obligations d'institutions financières (suite)</b>				
Fonds de placement immobilier Riocan	2022-05-30, 3,75 %	775	775	793
General Motors Financial Company	2017-05-30, 3,25 %	850	850	856
Great-West Lifeco	2018-03-21, 6,14 %	1 500	1 521	1 690
Honda Canada Finance	2018-06-04, 2,35 %	400	393	405
Intact Corporation Financière	2021-08-18, 4,70 %	1 000	1 114	1 112
Placements CI	2015-12-14, 3,94 %	597	601	609
RBC Trust Capital Securities	2018-06-30, 6,82 %	3 350	3 640	3 855
Société de Financement GE Capital Canada	2017-08-17, 5,53 %	5 500	5 754	6 015
	2018-02-08, 4,40 %	650	694	698
Société Financière Daimler Canada	2016-04-18, 2,23 %	420	421	423
	2016-09-15, 3,28 %	3 000	3 059	3 076
	2018-03-26, 2,27 %	385	385	388
Société Financière IGM	2019-04-08, 7,35 %	1 850	2 060	2 211
TD Capital Trust	2018-12-31, 7,24 %	2 000	2 219	2 358
Toyota Credit Canada	2018-11-21, 2,80 %	1 550	1 554	1 593
<b>Total obligations d'institutions financières</b>		<b>142 196</b>	<b>146 086</b>	<b>149 968</b>
<b>Obligations de sociétés (6,8 %)</b>				
407 International	2024-02-16, 3,35 %	1 000	1 013	1 043
Algonquin Power Company	2021-02-15, 4,82 %	400	404	428
	2022-02-15, 4,65 %	350	350	370
Alliance Pipeline Limited Partnership	2019-12-16, 4,93 %	1 000	1 071	1 084
Altalink	2023-11-06, 3,67 %	1 000	1 030	1 069
Bell Canada	2016-09-26, 5,41 %	2 000	2 109	2 119
	2019-06-18, 3,35 %	1 500	1 516	1 560
	2020-06-12, 3,54 %	1 100	1 078	1 148
	2021-05-19, 4,95 %	3 335	3 394	3 745
BMW Canada	2016-05-26, 2,11 %	2 000	2 013	2 012
Brookfield Asset Management	2023-03-31, 4,54 %	1 053	1 076	1 120
	2023-12-08, 5,04 %	1 700	1 699	1 852
BRP Finance ULC	2018-11-05, 5,25 %	425	448	465
Canadian Utilities	2022-11-09, 3,12 %	775	748	804
Compagnies Loblaw	2019-03-12, 3,75 %	1 900	1 940	2 003
	2023-06-12, 4,86 %	1 200	1 277	1 331
Dollorama	2018-11-05, 3,10 %	220	224	224
Enbridge	2019-09-02, 4,77 %	2 000	2 207	2 192
	2022-12-05, 3,19 %	400	386	397
FortisAlberta	2024-06-30, 3,30 %	250	250	259
Hydro One	2017-10-18, 5,18 %	1 750	1 907	1 914
	2022-01-13, 3,20 %	350	357	368
Lower Mattagami Energy	2021-05-18, 4,33 %	300	323	333
Nav Canada	2018-04-19, 1,95 %	1 000	998	1 005
Pembina Pipeline Corporation	2022-10-24, 3,77 %	400	406	416
Precision Drilling Corporation	2019-03-15, 6,50 %	1 250	1 291	1 160
Reliance LP	2019-03-15, 5,19 %	1 200	1 283	1 284
Rogers Communications	2019-11-04, 5,38 %	2 000	2 102	2 252
	2020-09-29, 4,70 %	500	551	551
	2021-03-22, 5,34 %	1 700	1 715	1 938
	2023-12-13, 4,00 %	800	796	833
Shaw Communications	2020-12-07, 5,50 %	1 000	1 131	1 140
Sobeys	2018-08-08, 3,52 %	400	404	414



# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
<b>Obligations de sociétés (suite)</b>				
Superior Plus LP	2017-12-09, 6,50 %	1 000	1 049	984
Telus Corporation	2019-12-04, 5,05 %	3 000	3 087	3 354
Teranet Holdings Limited Partnership	2020-12-16, 4,81 %	1 050	1 155	1 159
Thomson Reuters	2019-05-23, 3,37 %	1 650	1 664	1 707
	2020-09-30, 4,35 %	1 500	1 551	1 620
	2021-10-12, 3,31 %	1 300	1 300	1 316
Tim Hortons	2019-04-01, 2,85 %	730	730	736
	2023-09-01, 4,52 %	1 200	1 209	1 212
Videotron	2025-03-15, 5,63 %	1 100	1 083	1 094
<b>Total obligations de sociétés</b>		<b>48 788</b>	<b>50 325</b>	<b>52 015</b>
<b>Total obligations</b>		<b>622 145</b>	<b>634 374</b>	<b>648 073</b>
<b>Instruments de marché monétaire (6,0 %)</b>				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2015-01-12, 1,19 %	3 300	3 299	3 299
	2015-05-11, 1,28 %	3 000	2 987	2 987
Banque de Montréal	2015-01-14, 1,20 %	6 300	6 297	6 297
Banque Nationale du Canada	2015-02-05, 1,22 %	6 209	6 201	6 201
Banque Royale du Canada	2015-01-29, 1,21 %	2 980	2 977	2 977
Banque Scotia	2015-01-21, 1,21 %	6 314	6 310	6 310
Banque Toronto Dominion	2015-01-08, 1,20 %	6 309	6 307	6 307
Caisse centrale Desjardins	2015-01-29, 1,21 %	6 400	6 394	6 394
Province de l'Ontario	2015-03-11, 1,01 %	1 600	1 597	1 597
	2015-03-11, 1,02 %	4 000	3 992	3 992
<b>Total instruments de marché monétaire</b>		<b>46 412</b>	<b>46 361</b>	<b>46 361</b>
<b>Contrats de change (0,0 %)</b>				
Caisse centrale Desjardins	2015-03-31, 1,16294 \$ CA/\$ US	70 500	0	36
<b>Total contrats de change</b>			<b>0</b>	<b>36</b>
<b>Fonds immobilier (0,4 %)</b>				
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy		385 274	2 977	2 986
<b>Total Fonds immobilier</b>			<b>2 977</b>	<b>2 986</b>
<b>Actions privilégiées (9,4 %)</b>				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	400	375
Banque de Montréal	Perpétuelle, 4,50 %	33 400	868	861
	Perpétuelle, 5,20 %	173 400	4 439	4 430
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 6,00 %	125 000	3 350	3 318

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

		Nombre d'actions	Coût \$	Juste valeur \$
<b>Actions privilégiées (suite)</b>				
Banque Royale du Canada	Perpétuelle, 4,45 %	61 000	1 563	1 557
	Perpétuelle, 4,50 %	118 600	2 965	3 052
	Perpétuelle, 4,60 %	92 100	2 346	2 354
	Perpétuelle, 4,70 %	15 700	394	401
	Perpétuelle, 5,00 %	131 100	3 352	3 375
Banque Scotia	Perpétuelle, 3,70 %	130 000	3 267	3 211
	Perpétuelle, 4,50 %	50 200	1 289	1 311
	Perpétuelle, 5,00 %	50 000	1 270	1 290
	Perpétuelle, 5,25 %	16 000	412	419
Banque Toronto Dominion	Perpétuelle, 5,60 %	170 000	4 458	4 474
	Perpétuelle, 3,80 %	50 000	1 250	1 274
Brookfield Asset Management	Perpétuelle, 5,60 %	73 100	1 887	1 931
	Perpétuelle, 4,20 %	35 000	838	889
	Perpétuelle, 4,50 %	110 260	2 842	2 830
Canadian Utilities	Perpétuelle, 4,75 %	23 800	466	518
	Perpétuelle, 4,80 %	20 000	519	523
	Perpétuelle, 4,50 %	70 000	1 761	1 579
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 4,90 %	40 000	1 018	997
	Perpétuelle, 1,63 %	77 800	1 970	1 518
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 4,95 %	25 000	658	620
	Perpétuelle, 5,10 %	10 000	263	256
	Perpétuelle, 5,75 %	10 000	220	256
	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2 529	2 462
Enbridge	Perpétuelle, 5,00 %	55 400	1 212	1 372
	Perpétuelle, 4,00 %	280 000	7 258	6 658
Financière Manuvie	Perpétuelle, 4,40 %	50 000	1 250	1 232
	Perpétuelle, 3,90 %	35 000	852	892
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,20 %	107 500	2 746	2 411
	Perpétuelle, 4,40 %	25 400	675	661
	Perpétuelle, 4,75 %	82 000	1 755	2 049
Great-West Lifeco	Perpétuelle, 4,80 %	60 300	1 482	1 511
	Perpétuelle, 4,50 %	45 000	1 084	1 075
Industrielle Alliance	Perpétuelle, 5,20 %	145 000	3 816	3 693
	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243	359
	Perpétuelle, 5,90 %	155 000	3 981	4 095
<b>Total actions privilégiées</b>			<b>72 948</b>	<b>72 089</b>
<b>Total autres investissements (100,0 %)</b>			<b>756 660</b>	<b>769 545</b>

## **Capital régional et coopératif Desjardins**

Répertoire de la quote-part des  
investissements au coût effectués par les  
fonds spécialisés et partenaires  
**Au 31 décembre 2014**

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Capital croissance PME, S.E.C.</b>	<b>50,00</b>				
	<b>Abitibi-Témiscamingue</b>					
	2637-1914 Québec inc. (Télévision J.R.)	-	62	-	-	62
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)	-	77	-	-	77
	9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)	-	79	-	-	79
	Abitibi Géophysique inc.	-	250	-	-	250
	Agence de sécurité Mirado inc.	-	79	-	-	79
	Centre du ressort Lamarche inc.	-	57	-	-	57
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	247	-	-	247
	Hôtel Forestel Val d'Or inc.	-	975	-	-	975
	Industries Béroma inc. (Les)	-	254	-	-	254
	Integra Gold Corp.	36	-	-	-	36
	Location Lauzon inc.	-	160	-	-	160
	Propane Nord-Ouest inc.	-	-	142	-	142
	Ressources Cartier inc.	-	150	-	-	150
	<b>Total Abitibi-Témiscamingue</b>		<b>186</b>	<b>2 240</b>	<b>142</b>	<b>2 568</b>
	<b>Bas-Saint-Laurent</b>					
	9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 Qc inc.)	-	164	-	-	164
	Autobus Dionne inc. (Transport A.S.D.)	-	-	223	-	223
	Entreprises d'Auteuil & fils inc. (Les)	-	107	-	-	107
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)	-	48	418	-	466
	Groupe Fillion Sport inc.	-	301	-	-	301
	Impressions Soleil (Les) - 3089-8522 Québec inc.	-	88	-	-	88
	Matane Motosport inc.	-	-	319	-	319
	<b>Total Bas-Saint-Laurent</b>		<b>708</b>	<b>960</b>		<b>1 668</b>
	<b>Canada Hors Québec et Ontario</b>					
	2994666 Canada inc. (Savard environnement)	-	238	-	-	238
	<b>Total Canada Hors Québec et Ontario</b>		<b>238</b>	<b>-</b>		<b>238</b>
	<b>Capitale-Nationale</b>					
	9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)	-	181	-	-	181
	Collection Papillon Gemme inc.	-	-	215	-	215
	Éditions Gladius International inc.	-	-	111	-	111
	Excavation Vallier Ouellet inc.	-	131	-	-	131
	Institut privé de chirurgie inc. (9276-9678 Québec inc.)	-	-	382	-	382
	Institut privé d'ophtalmologie de Québec inc. (9276-9710 Québec inc.)	-	-	234	-	234
	La Forfaiterie inc.	-	35	-	-	35
	LA VUE par Laforce inc. (anc.9261-8263 Qc inc.)	-	-	135	-	135
	Pavages Nordic inc.	-	275	-	-	275
	Radio-Onde inc.	750	-	-	-	750
	RCAA-Planifika inc.	-	-	212	-	212
	<b>Total Capitale-Nationale</b>		<b>750</b>	<b>622</b>	<b>1 289</b>	<b>2 661</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Capital croissance PME, S.E.C. (suite)</b>	50,00				
	<b>Centre-du-Québec</b>					
	2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)	-	-	997		997
	2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)	-	141	-		141
	9224-7519 Québec inc. (Peinture Can-Lak inc.)	-	-	815		815
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	339	-		339
	Gestion TYT inc.	-	-	573		573
	<b>Total Centre-du-Québec</b>	-	480	2 385		2 865
	<b>Chaudière - Appalaches</b>					
	3R Com inc. (8580430 Canada inc.)	-	238	-		238
	Autobus Fleur de Lys inc.	-	-	350		350
	Décoplex inc.	-	-	481		481
	Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)	-	97	-		97
	Fenêtres Sélection inc.	-	107	-		107
	Gesdix inc.	-	247	-		247
	Groupe Bertec inc.	-	150	-		150
	Gyptech Acoustique inc.	-	250	-		250
	Investissements Mika inc. (Les)	-	-	342		342
	Plomberie Ste-Croix inc.	-	-	203		203
	Productions Horticoles Demers (Les)	250	-	-		250
	Serres Demers inc. (Les)	-	-	550		550
	Ultima Fenestration inc.	-	168	-		168
	<b>Total Chaudière - Appalaches</b>	250	1 257	1 926		3 433
	<b>Côte-Nord</b>					
	9269-4603 Québec inc. - Gestion Patrick Ferreri	-	-	662		662
	9304-8254 Québec inc. (anc. Benoit Vigneault ltée)	404	-	-		404
	Alimentation Francis Gravel inc.	-	179	-		179
	Carrosserie Baie-Comeau inc.	-	-	116		116
	Centre des congrès de Sept-Iles	-	-	114		114
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	128	-		128
	Entreprises G.M. Mallet inc. (les)	-	125	-		125
	Express Havre St-Pierre ltée	-	-	586		586
	Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.	-	220	-		220
	LA VUE Pierre-Bertrand inc. (anc. Zone Vue Québec inc.)	-	-	73		73
	LA VUE Thetford Mines inc. (anc. Clin.optométrie Vu (Thetford Mines) inc.)	-	-	56		56
	Location Paul Boudreau inc.	-	623	-		623
	Santerre Électrique inc.	-	15	150		165
	Sécurgence inc.	-	271	-		271
	<b>Total Côte-Nord</b>	404	1 561	1 757		3 722

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	
31-12-2014	<b>Capital croissance PME, S.E.C. (suite)</b>	50,00				
	<b>Estrie</b>					
	6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM ltée)		459	203	-	662
	Certi Auto inc.		-	-	250	250
	Innotex inc.		-	335	-	335
	L.P. Royer inc.		-	1 215	-	1 215
	Pieux Vistech - Postech inc.		-	625	-	625
	Plastech inc.		-	-	208	208
	SE2 inc.		-	-	121	121
	<b>Total Estrie</b>		459	2 378	579	3 416
	<b>Fonds</b>					
	Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.		400	-	-	400
	<b>Total Fonds</b>		400	-	-	400
	<b>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>					
	Ateliers CFI Métal inc. (Les)		-	288	-	288
	<b>Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>		-	288	-	288
	<b>Lanaudière</b>					
	Thermo Structure inc.		-	205	-	205
	<b>Total Lanaudière</b>		-	205	-	205
	<b>Laval</b>					
	8376905 Canada inc. (Paramédic)		-	273	-	273
	<b>Total Laval</b>		-	273	-	273
	<b>Mauricie</b>					
	9210-3563 Québec inc. (Groupe E. Morel)		-	-	277	277
	Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.(Les) (anc. 8420220 Canada inc.)		-	186	-	186
	Investissements Bédard-Hallé inc.		-	-	750	750
	Louis Lafrance & fils ltée		-	280	-	280
	Matériaux Spécialisés Louiseville inc.		-	1 281	-	1 281
	Résidence Le Soleil Levant inc.		-	115	-	115
	RGF Électrique inc.		-	149	-	149
	<b>Total Mauricie</b>		-	2 011	1 027	3 038

## Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Capital croissance PME, S.E.C. (suite)</b>	50,00				
	<b>Montérégie</b>					
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)		-	-	1 575	1 575
	4304047 Canada inc. (RX Santé)		-	103	-	103
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)		-	-	1 575	1 575
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)		-	210	-	210
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)		-	-	345	345
	Action Mécanique inc.		-	36	-	36
	Budget Propane (1998) inc.		-	-	500	500
	C.R.S./Vamic inc.		-	168	-	168
	Câbles Ben-Mor inc. (Les)		-	-	1 375	1 375
	Comax, coopérative agricole		1 500	-	-	1 500
	Fibres Serden inc. (Les)		-	108	-	108
	Galenova inc. et Gentes et Bolduc Pharmaciens inc.		-	-	908	908
	Groupe Deslandes Fortin inc.		-	-	175	175
	Groupe Loiselle inc.		-	260	-	260
	Groupe Rogers Ltée		-	113	-	113
	Hygie Canada inc.		-	-	608	608
	Industries de Moules et Plastiques VIF ltée (Les)		-	-	184	184
	Industries M.R. inc. (Les)		-	-	197	197
	Instruments Isaac inc.		-	65	-	65
	Plomberie St-Luc inc.		-	729	-	729
	Pneus Langelier inc.		-	219	-	219
	Produits forestiers Direct inc.		-	-	994	994
	Ressorts Foster Ltée (Les)		-	51	-	51
	Station Skyspa inc.		-	-	418	418
	<b>Total Montérégie</b>		1 500	2 062	8 854	12 416
	<b>Montréal</b>					
	9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)		-	1 500	-	1 500
	9228-6384 Québec inc. (Sid Lee Technologies)		-	1 500	-	1 500
	9273-3443 Québec inc. (CLS Info)		-	88	-	88
	Aéronav inc.		-	171	-	171
	Alta Précision inc.		1 250	750	-	2 000
	Attraction Média inc.		1 000	552	-	1 552
	Balcon Idéal inc.		-	458	-	458
	Bonneterie Richelieu (Int'l) inc.		-	-	778	778
	Bugatti-Sedona inc.		-	367	-	367
	Chaussures STC inc. (Les)		-	-	1 158	1 158
	Cime Décor inc.		-	-	418	418
	CTA de Negotium		-	1 190	-	1 190
	DEK Canada inc.		-	1 405	-	1 405
	Emballages Stuart inc.		625	-	-	625
	Ge-ber Transport inc.		-	135	-	135
	Gestion Vision Globale inc. (GVG)		-	422	-	422
	GME Experts en sinistres inc.		-	-	157	157

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Capital croissance PME, S.E.C. (suite)</b>	50,00				
	Les Studios Moment Factory inc. (anc. 9178-6574 Québec Inc.)	-	74	-	-	74
	LVL Studio inc.	500	525	-	-	1 025
	M.C. Crystal inc.	-	-	127	-	127
	Senez & Associés CPA inc.	-	-	196	-	196
	Sid Lee inc.	-	-	1 380	-	1 380
	Solutions Victrix inc. (Les)	-	132	-	-	132
	Source Évolution inc.	-	-	1 009	-	1 009
	Systemex Communications (S.C.) inc.	-	600	-	-	600
	<b>Total Montréal</b>		<b>3 375</b>	<b>9 869</b>	<b>5 223</b>	<b>18 467</b>
	<b>Nord-du-Québec</b>					
	9223-3196 Qc inc. (Rona)	-	283	-	-	283
	Corporation Éléments Critiques	25	-	-	-	25
	Entreprises minières du Nouveau Monde	50	-	-	-	50
	Exploration Midland inc.	138	-	-	-	138
	Némaska Lithium inc.	17	-	-	-	17
	Ressources GéoMégA inc.	42	-	-	-	42
	Ressources Sirios inc.	31	-	-	-	31
	Ressources Sphinx Ltée.	-	30	-	-	30
	<b>Total Nord-du-Québec</b>		<b>303</b>	<b>313</b>	<b>-</b>	<b>616</b>
	<b>Outaouais</b>					
	Gestion S. Kelly (Métro Kelly)	-	-	1 429	-	1 429
	Jacques Poirier et Fils Ltée	-	-	188	-	188
	<b>Total Outaouais</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 617</b>	<b>1 617</b>



## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2014	<b>Capital croissance PME, S.E.C. (suite)</b>	50,00				
	<b>Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>					
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	512	-	-	512
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	600	145	-	-	745
	9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)	-	-	258	-	258
	Ambulance Médilac inc.	-	280	-	-	280
	Centrem ltée - 3888061 Canada inc.	-	-	96	-	96
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	150	-	150
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	150	575	-	-	725
	Cuisines G.B.M. inc. (Les)	-	-	106	-	106
	Denis Lavoie & fils ltée	-	-	335	-	335
	Garage Georges Beaudoin inc.	-	-	106	-	106
	Innovation industrielle Boivin inc.	-	128	-	-	128
	Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Québec inc.)	-	-	304	-	304
	Location A.L.R. inc.	198	-	-	-	198
	Matelas Lion d'or inc.	-	55	-	-	55
	Messagerie du Fjord inc.	-	379	-	-	379
	Métatube (1993) inc.	-	225	-	-	225
	POG inc.	-	-	125	-	125
	Récupère Sol - 8439117 Canada inc.	-	917	-	-	917
	Sécuor inc.	-	157	-	-	157
	Sports Guy Dumas inc.	-	204	-	-	204
	Théka Industries inc.	-	244	-	-	244
	Transport Réal Villeneuve inc. (9280-3162 Québec inc.)	-	96	-	-	96
	<b>Total Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>		948	3 917	1 480	6 345
			8 575	28 422	27 239	64 236
	Fonds engagés mais non déboursés					1 850
	<b>Total Capital croissance PME, S.E.C.</b>					<b>66 086</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Capital croissance PME II, s.e.c.</b>	<b>50,00</b>				
	<b>Abitibi-Témiscamingue</b>					
	Ace services mécaniques inc.	-	100	-		100
	Autobus Maheux Ltée (Les)	-	1 350	-		1 350
	Gestion Martin Dandurand inc.	-	136	-		136
	Industries Béroma inc. (Les)	-	-	150		150
	Service Mécanique Gilbert inc.	-	-	100		100
	<b>Total Abitibi-Témiscamingue</b>	-	<b>1 586</b>	<b>250</b>		<b>1 836</b>
	<b>Bas-Saint-Laurent</b>					
	9164-1134 Québec inc. (Kia Matane)	-	-	225		225
	9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)	-	200	-		200
	Bouffard Sanitaire inc.	-	-	150		150
	Gestion Brasa inc.	-	375	-		375
	<b>Total Bas-Saint-Laurent</b>	-	<b>575</b>	<b>375</b>		<b>950</b>
	<b>Capitale-Nationale</b>					
	9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)	-	-	340		340
	9295-4874 Québec inc. (Maison de l'homéopathie de Québec)	-	250	-		250
	Capilex-Beauté Ltée	-	-	631		631
	Menuiserie R. L'égaré inc.	-	-	214		214
	<b>Total Capitale-Nationale</b>	-	<b>250</b>	<b>1 185</b>		<b>1 435</b>
	<b>Centre-du-Québec</b>					
	NMédia Solutions inc.	-	150	-		150
	Reflec inc.	-	350	-		350
	Sipromac II inc.	-	-	450		450
	<b>Total Centre-du-Québec</b>	-	<b>500</b>	<b>450</b>		<b>950</b>
	<b>Chaudière - Appalaches</b>					
	Acriart inc.	-	-	220		220
	Équipements Supérieurs inc.	-	750	-		750
	F. Charest Ltée	-	1 000	-		1 000
	Industries et équipements Laliberté Ltée (les)	-	700	-		700
	Techno-Moules P.L.C. inc.	-	96	-		96
	<b>Total Chaudière - Appalaches</b>	-	<b>2 546</b>	<b>220</b>		<b>2 766</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	
31-12-2014	<b>Capital croissance PME II, s.e.c. (suite)</b>	50,00				
	<b>Estrie</b>					
	Industries C.P.G. Gagné Itée	-	137	-	-	137
	Innotex inc.	-	125	-	-	125
	Nautic & Art inc.	-	-	425	-	425
	S.E.2 inc.	-	25	-	-	25
	Sherlic inc.	-	-	350	-	350
	<b>Total Estrie</b>	-	287	775	-	1 062
	<b>Lanaudière</b>					
	Centre Nouvelle Vie (Pavillon Lanaudière)	-	270	-	-	270
	<b>Total Lanaudière</b>	-	270	-	-	270
	<b>Laurentides</b>					
	2642-7161 Québec inc.	2 000	-	-	-	2 000
	Entreprise Technoflex ESR inc.	350	598	-	-	948
	<b>Total Laurentides</b>	2 350	598	-	-	2 948
	<b>Laval</b>					
	Aliments Marina Del Rey inc.	-	500	-	-	500
	Groupe Lumain inc.	-	-	1 750	-	1 750
	Norsecoc inc.	-	500	-	-	500
	<b>Total Laval</b>	-	1 000	1 750	-	2 750
	<b>Mauricie</b>					
	Placements Le Belvédère inc.	-	1 300	-	-	1 300
	<b>Total Mauricie</b>	-	1 300	-	-	1 300
	<b>Montérégie</b>					
	9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	-	1 000	-	-	1 000
	Alarme S.P.P. inc.	-	-	138	-	138
	Contek Shilstone inc.	-	250	-	-	250
	Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)	-	250	-	-	250
	Gestion Steve Jacques Bernier inc.	-	-	225	-	225
	Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)	-	500	-	-	500
	Industries B. Rainville inc.	-	-	400	-	400
	MTL Technologies inc.	-	250	-	-	250
	<b>Total Montérégie</b>	-	2 250	763	-	3 013

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Capital croissance PME II, s.e.c. (suite)</b>	50,00				
	<b>Montréal</b>					
	9303-6408 Québec inc. (Atelier d'usinage de précision Innova	-	-	175		175
	Attraction Média inc.	-	753	-		753
	Bonnerie Richelieu (Int'l) inc.	-	-	721		721
	Datsit Studios inc.	-	250	-		250
	JSS Recherche Médicale inc.	1 500	-	-		1 500
	TV5 Québec Canada	-	-	2 502		2 502
	<b>Total Montréal</b>	<b>1 500</b>	<b>1 003</b>	<b>3 398</b>		<b>5 901</b>
	<b>Nord-du-Québec</b>					
	Corporation Aurifère Monarques	55	-	-		55
	Corporation Tomagold	80	-	-		80
	Ressources GéoMégA inc.	75	-	-		75
	Ressources Sirios inc.	99	-	-		99
	<b>Total Nord-du-Québec</b>	<b>309</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>309</b>
	<b>Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>					
	130395 Canada Inc. (Nordex)	1 875	-	-		1 875
	2526-0100 Qc inc. (Terrassement J Fortin)	-	-	500		500
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	226	-		226
	2956-7062 Québec inc. (NAPA La Baie)	-	100	-		100
	9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)	-	-	106		106
	Industries G.R.C. inc. (Les)	-	188	-		188
	Marché Guy Bergeron inc.	-	-	188		188
	Mermax inc.	-	-	200		200
	<b>Total Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>	<b>1 875</b>	<b>514</b>	<b>994</b>		<b>3 383</b>
		<b>6 034</b>	<b>12 679</b>	<b>10 160</b>		<b>28 873</b>
	Fonds engagés mais non déboursés					7 860
	<b>Total Capital croissance PME II, S.E.C.</b>					<b>36 733</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Desjardins – Innovatech S.E.C.</b>	<b>54,49</b>				
	7525443 Canada inc. (Infotrolx)		220	286	-	506
	9274-4192 Québec inc. (Boisaco)		1 586	-	-	1 586
	Airex Énergie inc.		545	-	-	545
	Albert Perron inc.		695	-	36	731
	Asmacure inc.		518	-	-	518
	AxesNetwork Solutions inc.		1 359	-	272	1 631
	Biocéan Canada inc.		-	327	-	327
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.		-	93	-	93
	Cadens Imagerie Medicale inc (Microsystemes DOG inc )		-	865	-	865
	E2Metrix inc.		272	-	31	303
	Emerillon Capital s.e.c.		2 049	-	-	2 049
	Éocycle Technologies inc.		1 305	-	-	1 305
	Fonds Entrepria Nord, s.e.c. (Le)		305	-	-	305
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	44	191	235
	Gullivert Technologies inc.		55	-	-	55
	Handyem inc.		-	409	-	409
	Hortau inc.		-	-	272	272
	Kanwal inc.		-	-	538	538
	Laserax inc.		-	109	-	109
	LeddarTech inc.		831	-	-	831
	LVL Global inc.		191	-	368	559
	Mayer Intégration inc.		-	126	-	126
	Novidév Santé active inc.		-	463	-	463
	Ocera Therapeutics inc.		94	-	-	94
	OptoSecurity inc.		-	100	-	100
	P.L.C. inc.		-	27	-	27
	Prevtex Microbia inc.		817	-	-	817
	Produits forestiers LAMCO inc.		311	-	-	311
	Ressources Nippon Dragon inc. (anc. Rocmec Mining inc.)		163	-	164	327
	Simulations CMLabs inc.		817	-	-	817
	Solutions Extenway inc.		521	545	-	1 066
	Technologies Crysam inc.		-	223	-	223
	Technologies Intelia inc.		136	-	-	136
	TSO3 inc.		772	-	-	772
	VIMAC Early Stage Fund L.P.		610	-	-	610
			14 172	3 617	1 872	19 661
	Fonds engagés mais non déboursés					10 409
	<b>Total Desjardins - Innovatech S.E.C.</b>					<b>30 070</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$		
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$			
31-12-2014	<b>Société en commandite Essor et Coopération</b>	90,91					
	Agropur Coopérative	-	909	-	909		
	Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	-	56	-	56		
	Club coopératif de consommation d'Amos	2 727	-	-	2 727		
	Coop d'analyse sociale et environnementale	909	-	-	909		
	Coopérative de solidarité de santé de la MRC Robert-Cliche	-	5	-	5		
	Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	123	-	-	123		
	Fédération des coopératives funéraires du Québec	4 546	-	-	4 546		
	La Coop fédérée	908	-	-	908		
	La Coop Uniforce	-	816	-	816		
	Magasin Général Saint-Fidèle, Coop de solidarité	4 546	-	-	4 546		
	Société coopérative agricole des Appalaches	-	18	-	18		
			<hr/>				
			13 759	1 804	-	15 563	
	Fonds engagés mais non déboursés					<hr/>	4 877
	<b>Total Société en commandite Essor et Coopération</b>					<hr/>	<b>20 440</b>

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement pour un montant supérieur à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.







